Nations Unies S/PV.4941



Conseil de sécurité

Cinquante-neuvième année

Provisoire

4941e séance

Mardi 6 avril 2004, à 10 heures

New York

Président :	M. Pleuger	(Allemagne)
Membres :	Algérie	M. Baali
	Angola	M. Gaspar Martins
	Bénin	M. Adechi
	Brésil	M. Valle
	Chili	M. Muñoz
	Chine	M. Wang Guangya
	Espagne	Mme Menéndez
	États-Unis d'Amérique	M. Cunningham
	Fédération de Russie	M. Konuzin
	France	M. de La Sablière
	Pakistan	M. Akram
	Philippines	M. Baja
	Roumanie	M. Motoc
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Thomson

Ordre du jour

La situation en Afghanistan

04-29920 (F)

La séance est ouverte à 10 h 10.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Afghanistan

Le Président (*parle en anglais*) *:* J'informe le Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Afghanistan, de l'Inde, de l'Irlande et du Japon des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique établie, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat, sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objection, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Farhâdi (Afghanistan) prend place à la table du Conseil; les représentants des autres pays susmentionnés occupent les sièges qui leur sont réservés sur le côté de la salle du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'accord auquel le Conseil est parvenu lors de ses consultations préalables, et en l'absence d'objection, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'inviter, au titre de l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix.

Il en est ainsi décidé.

J'invite M. Jean-Marie Guéhenno à prendre place à la table du Conseil.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil de sécurité se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

À la présente séance, le Conseil de sécurité entendra un exposé de M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, ainsi qu'un exposé du représentant de l'Allemagne.

Je donne maintenant la parole à M. Guéhenno.

M. Guéhenno (*parle en anglais*) : À la lumière du grand succès de la conférence sur l'Afghanistan tenue la semaine dernière à Berlin, il est opportun que le Conseil de sécurité dresse le bilan des résultats obtenus à la conférence et évalue les tâches qui nous attendent, pour ce qui est de mettre à profit l'élan acquis à Berlin et de mener à bien le processus de Bonn.

Je voudrais tout d'abord remercier de nouveau sincèrement le Gouvernement allemand pour les préparatifs et l'organisation remarquables de la conférence. L'esprit d'initiative dont a fait preuve le Gouvernement allemand sur le plan de l'organisation de la conférence a été absolument essentiel à son succès. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Jean Arnault, la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et nous autres, au Secrétariat, sommes extrêmement reconnaissants de cette collaboration très efficace dont nous avons pu profiter avec nos coprésidents – le Gouvernement afghan, l'Allemagne et le Japon – à tous les niveaux.

Les résultats de la conférence sont nombreux, et je ne veux pas voler la vedette au Représentant permanent de l'Allemagne en les présentant dans le détail. Je pense néanmoins que la conférence a réaffirmé la vision commune et la détermination à long terme qui ont toujours marqué l'action de la communauté internationale en Afghanistan. La présence, à Berlin, d'environ 25 ministres et autres représentants gouvernementaux de haut rang montre clairement la détermination persistante de la communauté internationale d'aider le Gouvernement afghan et de mener à bien le processus de paix, jusqu'à ce que la paix et la stabilité soient fermement établies et que le développement économique soit bien engagé.

La déclaration de Berlin, adoptée par les participants, est une présentation très claire de la vision de ce partenariat remarquable, comme le prouvent clairement les contributions annoncées très généreuses qu'a reçues le Gouvernement. Les 4,4 milliards de dollars annoncés pour l'exercice en cours ont dépassé de 100 % le montant recherché, et les 8,2 milliards de dollars annoncés pour trois ans représentent 69 % des fonds demandés pour cette période par le Ministère des finances. Cette générosité laisse entendre avant tout un niveau de confiance des donateurs en Afghanistan, dont le mérite revient à la direction du Président Karzaï et à

son gouvernement qui a géré efficacement les fonds engagés jusqu'à présent.

La conférence a également approuvé un Plan de travail complet, annexé à la Déclaration, fournissant à tous un projet de coopération internationale avec le Gouvernement afghan. Le Plan de travail, entériné par le Cabinet afghan, établit clairement les paramètres et les objectifs devant être atteints dans les domaines politique, économique et de la sécurité dans les mois et les années à venir.

Un cadre solide de coopération régionale pour la lute contre les stupéfiants a également été approuvé à Berlin par l'Afghanistan et ses voisins. Cet accord montre la détermination de la région de combattre la terrible menace que le trafic des drogues représente pour l'Afghanistan, ses voisins et le monde.

Deux réunions importantes ont été tenues en marge de la conférence intergouvernementale. Une réunion de membres de la société civile afghane a formulé un ensemble de recommandations utiles au Gouvernement afghan. Une réunion de donateurs pour les élections a également été tenue, lors de laquelle les donateurs ont annoncé des contributions pour une somme d'environ 68 millions de dollars, par rapport aux besoins estimés à 135 millions de dollars, pour les élections présidentielles et parlementaires devant avoir lieu en septembre en Afghanistan ainsi que pour les communautés de réfugiés au Pakistan et en Iran. Ce résultat est important dans la mesure où il fournit suffisamment de fonds pour des coûts de démarrage essentiels et pour le financement des activités électorales. Il ne faut cependant pas sous-estimer l'importance qu'il y a à mobiliser les fonds supplémentaires nécessaires. Nous espérons qu'en faisant ainsi preuve de générosité à ce stade, les donateurs reconnaîtront également la nécessité de fournir prochainement le reste des fonds pour que soient respectées les échéances électorales très serrées.

Les résultats que j'ai évoqués sont vraiment impressionnants. Leur plein impact ne sera cependant ressenti que si on met à profit l'élan de Berlin pour faire en sorte que le processus de paix reçoive l'appui requis.

Les tâches auxquelles fait face l'Afghanistan demeurent immenses. Je ne vais pas ici m'étendre sur les grands défis qui se présentent sur le front de la reconstruction et du développement, mais je soulignerais, comme certains de mes collègues l'ont fait à Berlin, que le niveau ambitieux de croissance et d'assistance recherché par le Gouvernement afghan ne permettra d'obtenir qu'un revenu par habitant de 500 dollars d'ici à 2015. Cela nous rappelle clairement combien le chemin à parcourir pour l'Afghanistan est encore long, combien il est important que les décaissements des contributions soient réalisés en temps opportun, et enfin tout le travail que le Gouvernement afghan doit accomplir pour faire en sorte que même ces maigres dividendes de paix qui sont attendus soient obtenus.

La conférence a également mis en lumière le défi consistant à lutter contre ce que le Secrétaire général a qualifié de marée montante de l'économie des drogues. La production d'opium en 2003 en Afghanistan, estimée à 3 600 tonnes produites sur 80 000 hectares, représentera une augmentation importante au-delà du chiffre déjà élevé de 2002, chiffre qui a généré des recettes représentant l'équivalent de plus de la moitié du revenu national de l'Afghanistan. Pour endiguer cette marée montante, il faudra consentir un effort important et faire preuve de patience, mais les efforts déployés à l'heure actuelle par le Gouvernement afghan pour l'élimination de ce fléau doivent également être appuyés.

Je ne voudrais pas sous-estimer l'importance de ces défis, mais je soulignerais les exigences pressantes à court terme auxquelles fait face l'Afghanistan aujourd'hui pour que le pays parvienne à la prochaine étape du processus de Bonn, à savoir des élections nationales. Comme M. Arnault l'a dit à Berlin, l'accueil réservé jusqu'ici au processus d'inscription est la preuve que les Afghans souhaitent ardemment participer au processus politique.

Dans le Plan de travail annexé à la déclaration de Berlin, le Gouvernement s'engage à adopter un certain nombre de mesures pour assurer la liberté d'expression et celle de former des partis politiques, les conditions propres à garantir l'égalité des chances pour tous les partis politiques et leurs candidats, l'impartialité de la fonction publique et de l'armée, la liberté de la presse et l'égalité d'accès à celle-ci. Sur la demande du Gouvernement afghan, nous sommes prêts, de concert avec la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, à surveiller de près l'application des droits politiques dans tout le pays en espérant que cela renforcera les occasions de mettre en place ces critères et les incitations à le faire.

Toutefois, les Afghans, dans leur vaste majorité, demeurent convaincus que les élections exigent avant tout un désarmement préalable. Les combats qui ont éclaté à Herat il y a deux semaines soulignent la menace que représentent les rivalités entre factions pour la tenue d'élections crédibles, libres et justes. Si les factions militaires continuent de dominer la scène politique, elles limiteront inévitablement les libertés politiques qui sont nécessaires à une vie politique véritablement civile et à une élection crédible. Il ne faut pas les laisser faire.

(*l'orateur poursuit en français*)

Sans amélioration substantielle dans la situation de sécurité, les élections seront menacées. Le Plan de travail prévoit l'intensification des efforts de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) qui devraient toucher 40 % des milices actuellement recensées et devraient impliquer le cantonnement de toutes les armes lourdes d'ici le mois de juin. Le succès du programme de DDR dépendra dans une large mesure de l'engagement du Gouvernement afghan. Il est maintenant absolument vital que cet objectif soit atteint. C'est à vrai dire un projet prioritaire de longue date et tout progrès accompli dans sa réalisation renforcera l'autorité et la légitimité du Gouvernement et de tous les dirigeants politiques qui se seront engagés pour son succès. Ce processus de désarmement sera également en conformité avec les exigences légales de la nouvelle loi sur les partis politiques qui précise que les formations politiques doivent être clairement distinctes de leurs branches militaires et que cette séparation est une condition préalable de leur participation au processus électoral.

Dans ce contexte, je voudrais une fois encore souligner qu'une assistance internationale appropriée en matière de sécurité est essentielle pour soutenir les efforts du Gouvernement afghan dans le processus électoral et pour protéger ce processus aussi bien des menaces des factions que des tentatives pour y mettre purement et simplement un terme. L'Armée nationale afghane sera en mesure, nous l'espérons tous, de s'engager activement pour dissuader toute violence factionnelle, comme elle le fait actuellement à Herat, pour assurer aussi la supervision du cantonnement des armes lourdes, comme elle le fait actuellement à Mazar-e Charif.

D'ici le mois de juin, les unités nouvellement formées du Ministère de l'intérieur pourront être déployées en plus grand nombre. Elles contribueront à créer un environnement plus favorable au jeu libre des partis et des candidats indépendants. Les équipes de reconstruction de province seront aussi, nous l'espérons, en mesure de continuer à jouer un rôle positif pour faciliter les opérations de DDR et empêcher toute interférence nuisible.

Il n'en reste pas moins que les forces de sécurité afghanes et internationales actuellement déployées en Afghanistan ont des capacités limitées et que ses capacités seront mises à rude épreuve si elles doivent faire face à la tâche immense de soutenir un processus électoral qui soit crédible et accepté par tous. Je voudrais donc joindre la voix des Nations Unies aux appels récemment lancés par le Président Karzaï pour demander à l'OTAN et à la Coalition d'accroître le déploiement des forces internationales en vue d'aider le Gouvernement afghan à tenir l'engagement qu'il a pris pour des élections libres et équitables. Ces élections seront l'illustration de la solidarité internationale qui s'est manifestée jusqu'à présent en faveur de l'Afghanistan. N'oublions pas que nous serons jugés sur la qualité des résultats obtenus.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration, en tant que représentant de l'Allemagne, sur les textes issus de la conférence de Berlin. Je vous prie de bien vouloir m'excuser de prendre la parole au début de la séance, mais en tant que représentant du pays hôte, nous pensions présenter aux membres les textes issus de la conférence de Berlin, tenue la semaine dernière les 31 mars et 1er avril.

Je voudrais dire d'abord que je tiens à remercier, au nom de la délégation allemande, le Secrétaire général adjoint, M. Guéhenno, de son exposé très complet, auquel je souscris pleinement, et des paroles aimables qu'il a adressées à mon gouvernement. Je m'associe également à la déclaration de la présidence de l'Union européenne, que prononcera ultérieurement à cette séance le Représentant permanent de l'Irlande.

Le titre officiel de la conférence de Berlin était « L'Afghanistan et la communauté internationale – un partenariat pour l'avenir ». Ce titre reflétait précisément le message principal de cette conférence. La poursuite de la reconstruction de l'Afghanistan reste, après la conclusion du Processus de Petersberg,

un effort commun de la communauté internationale et de l'Afghanistan sous les auspices de l'ONU.

La présence de 65 délégations, dont tous les États membres de l'Union européenne, du Groupe des Huit (G8) et de l'OTAN, ainsi que les voisins de l'Afghanistan et autres pays particulièrement concernés – souvent représentés par leur ministre des affaires étrangères – a montré la détermination constante de la communauté internationale de créer un Afghanistan stable, libre, prospère et démocratique.

En même temps, l'Afghanistan a nettement renforcé son contrôle, comme cela a été démontré non seulement par le rôle de l'Afghanistan en tant que cohôte et coprésident de la conférence, mais également par sa contribution et ses engagements importants, annoncés dans son discours liminaire par le Président Karzaï qui présidait lui-même la délégation afghane.

La conférence de Berlin a donné des résultats spécifiques et mesurables qui ont dépassé les attentes les plus optimistes.

Les membres peuvent, s'ils sont intéressés, prendre connaissance à la sortie de la salle des documents que je suis en train de citer. Les documents finaux complets décrivent en détail la voie à suivre. La déclaration de Berlin, communiqué final de la conférence, expose la vision du nouvel et futur Afghanistan. Le Plan de travail élaboré par le Gouvernement afghan montre la façon dont l'Afghanistan entend aborder cette vision dans les deux années à venir tandis que le rapport intermédiaire approuvé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) présente brièvement l'état d'avancement de l'Accord de Bonn. Enfin, la déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants constitue un accord entre l'Afghanistan et ses voisins qui constitue non seulement une contribution importante à la lutte contre les stupéfiants, mais imprime aussi un nouvel élan à une coopération régionale durable après des années d'isolement de l'Afghanistan.

Le Gouvernement afghan a établi un calendrier pour les prochaines étapes du processus de transition politique. Le Président Karzaï a annoncé à la conférence que des élections parallèles seront tenues en septembre pour la présidence et pour la chambre basse du Parlement.

En même temps, le Gouvernement afghan s'est engagé à suivre un calendrier ambitieux pour le désarmement des milices, condition essentielle de la tenue d'élections libres et justes. En contrepartie, le financement des élections a été en grande partie assuré, grâce à des annonces de contribution distinctes. Le Gouvernement afghan a présenté un plan de travail détaillé, composé essentiellement d'objectifs à court terme (un ou deux ans), concrètement vérifiables, pour les processus de mise en place d'institutions et de développement. Il s'agit là de la principale contribution politique de l'Afghanistan à la conférence.

La conférence de Berlin a également été un succès du point de vue des annonces de contribution. En effet, la communauté des donateurs internationaux a fait des annonces de contribution d'un montant total de 8,2 milliards de dollars pour les trois prochaines années (2004-2006), dont 4,4 milliards ont été alloués pour l'exercice budgétaire en cours de l'Afghanistan. Parmi le grand nombre d'annonces de contribution importantes faites à la conférence figurent celles des États-Unis, du Royaume-Uni, du Japon, de l'Allemagne, de la Commission européenne, de l'Inde et du Canada, entre autres.

Le programme d'investissement à long terme présenté par le Gouvernement afghan sous le titre d'« Assurer l'avenir de l'Afghanistan », qui évaluait les besoins en aide étrangère à 28 milliards de dollars sur sept ans, a ainsi été intégralement financé pour l'exercice afghan en cours. Comme l'a exprimé la déclaration de Berlin, la suite de la mise en oeuvre de ce programme d'investissement dépendra de la réalisation des objectifs fixés par le Gouvernement afghan lui-même. Je rejoins pleinement les propos de M. Guéhenno, à savoir qu'il ne faut pas sous-estimer les besoins futurs, auxquels nous ne pourrons répondre que grâce à un engagement continu de la communauté internationale.

En ce qui concerne la sécurité, tous les participants à la conférence ont apprécié à sa juste valeur le rôle de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) et de l'opération Liberté immuable. Aussi bien la FIAS que l'opération Liberté immuable sont prêtes à aider à assurer la sécurité des prochaines élections. Le rôle phare que joue l'OTAN a été souligné par la participation de son Secrétaire général à la conférence. Dans la déclaration de Berlin, l'OTAN s'est engagée à mettre en place cinq autres Équipes de

reconstruction de province d'ici à cet été, ainsi que d'autres par la suite.

La conférence a révélé que tous partageaient la même préoccupation devant la situation en matière de stupéfiants, qui menace de mettre en péril tous les progrès accomplis en Afghanistan depuis 2001. La réimplantation de la production et du trafic de stupéfiants, ainsi que l'implication de chefs de guerre et d'organisations terroristes, représentent des phénomènes inquiétants. La déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants, préparée avec la médiation du Royaume-Uni en tant que pays chef de file pour la lutte contre les stupéfiants et signée au cours de la conférence par l'Afghanistan et ses sept voisins, constitue une avancée importante dans ce contexte. De même, les éléments pertinents du Plan de travail soulignent aussi la détermination de l'Afghanistan de lutter contre les stupéfiants par tous les moyens à sa disposition.

Enfin, la conférence a été complétée et enrichie thématiquement par tout un ensemble de manifestations subsidiaires. Le Ministère allemand des affaires étrangères a apporté son soutien à une conférence regroupant des acteurs de la société civile afghane, organisée par la Fondation Friedrich Ebert (un centre d'étude et d'analyse allemand) et l'association Swiss Peace. Une conférence d'investisseurs a aussi été organisée par la Fédération de l'industrie allemande (BDI), avec la participation du Président Karzaï. Le Groupe de travail du G-8 sur la sécurité s'est réuni pour examiner les détails de la réforme dans le secteur de la sécurité, sur la base d'un rapport complet et de communications présentées par les cinq nations chefs de file.

Nous sommes certains que la conférence de Berlin sera considérée comme un jalon majeur dans la reconstruction politique et économique de l'Afghanistan. De plus, nous sommes convaincus que la réaffirmation d'un partenariat durable entre l'Afghanistan et la communauté internationale reflète un modèle prometteur de démarche collective de la communauté internationale dans l'édification d'une nation et dans la lutte contre le terrorisme.

Ces résultats remarquables méritent d'être reconnus et appuyés explicitement par le Conseil de sécurité. À cette fin, ma délégation a ouvert des négociations avec les membres du Conseil et les membres d'un groupe de pays particulièrement concernés, en vue d'approuver le contenu d'une déclaration présidentielle.

Je crois savoir que cet accord entre experts a été atteint et que nous allons adopter cette déclaration présidentielle à la fin de la présente séance publique. Je tiens à remercier tous les partenaires pour leur coopération dans la préparation de la conférence, au cours de celle-ci et durant le suivi ici à New York. L'Allemagne tient à exprimer une gratitude toute particulière pour leurs efforts aux trois autres coprésidents de la conférence de Berlin, à savoir l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement afghan et le Japon.

Je reprends maintenant mes fonctions de Président du Conseil.

Comme il n'y a pas de liste d'orateurs pour cette séance, j'invite les membres du Conseil qui souhaitent intervenir à faire part de leur intention au secrétariat, cela dès maintenant. Je vais maintenant donner la parole à ceux qui ont exprimé leur désir d'intervenir.

M. Valle (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Secrétaire général adjoint M. Jean-Marie Guéhenno de sa mise à jour très complète. Ma délégation vous est également reconnaissante, Monsieur le Président, d'avoir fait part aux membres du Conseil de votre point de vue sur les résultats encourageants de la conférence internationale de Berlin, qui s'est tenue les 31 mars et 1er avril 2004. Je profite de cette occasion pour vous féliciter, Monsieur l'Ambassadeur Pleuger, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. J'exprime aussi mes compliments à l'Ambassadeur de La Sablière pour avoir dirigé avec succès nos travaux au cours du mois de mars, qui était particulièrement chargé.

Le Brésil félicite l'Allemagne et l'Afghanistan, en tant que pays coorganisateurs, de même que les autres coprésidents, pour avoir suscité par leurs efforts une occasion particulièrement opportune d'examiner les prochaines étapes dans l'effort de reconstruction. Nous accueillons avec enthousiasme les remarquables résultats obtenus à Berlin. Les contributions annoncées, d'un montant de 8,2 milliards de dollars en l'espace de trois ans, sont un signe de renouvellement de l'engagement de la communauté internationale envers l'Afghanistan. Le montant des fonds annoncés devrait s'avérer décisif pour la reconstruction de l'économie et de l'infrastructure du pays.

Le travail sérieux et infatigable de l'Autorité de transition fait écho aux démarches de la communauté internationale. Dans ce contexte, on ne saurait exagérer l'importance du plan de travail présenté à Berlin par le Président Karzaï. Celui-ci fixe un ensemble complet d'objectifs qui guideront l'action du Gouvernement dans les domaines clés que sont les programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion, la lutte contre les stupéfiants et l'inscription sur les listes électorales.

La communauté internationale doit faire le maximum pour soutenir M. Karzaï et son Gouvernement dans la réalisation de ce plan. Le Brésil se félicite de l'intention exprimée par M. Karzaï de tenir des élections nationales en septembre. La tenue d'élections véritablement représentatives et crédibles en Afghanistan est une condition essentielle à la mise en place d'une société démocratique et fondée sur la participation. Nous sommes convaincus que le plan de travail du Gouvernement afghan se concentre à juste titre non seulement sur la tenue des élections, mais aussi sur des questions telles que la sécurité, le libre exercice des droits politiques, l'éducation civique et la logistique. C'est avec raison que ces questions sont jugées fondamentales pour la création d'un environnement politique et de conditions de sécurité propices à la tenue d'élections libres et justes.

L'extension de la présence des forces de maintien de la paix à l'ensemble du pays renforcera la sécurité dans le pays. Cette extension sur le terrain est essentielle pour stopper la détérioration de la situation d'ensemble et empêcher que les récents incidents violents ne se répètent. Une meilleure sécurité est non seulement indispensable au succès des efforts de reconstruction, mais constitue aussi une condition préalable de la tenue d'élections démocratiques, justes et pacifiques en septembre. Nous nous félicitons en particulier de l'annonce du déploiement de nouvelles Équipes de reconstruction de province, car celles-ci joueront un rôle fondamental dans l'amélioration des conditions de sécurité et la reconstruction de l'infrastructure dans les régions les plus excentrées du pays, ainsi que dans le déroulement en toute sécurité du processus électoral. Nous espérons que les nouvelles Équipes seront rapidement opérationnelles, apportant de l'aide là où les besoins sont les plus grands.

La stabilité de l'Afghanistan reste gravement menacée par les activités liées au trafic de stupéfiants. Cette menace est aggravée par les liens illicites des producteurs et trafiquants de stupéfiants avec des chefs de guerre et des terroristes, qui tous contribuent à miner les efforts internationaux de stabilisation. Nous notons avec satisfaction que le Gouvernement afghan propose des stratégies intégrées reposant sur la lutte contre le crime organisé pour faire face à ce problème complexe, la promotion d'autres moyens de subsistance, la réduction de la demande et le renforcement de l'état de droit.

La déclaration de Berlin sur la lutte contre les drogues a marqué la confirmation et le renforcement de l'accord conclu par l'Afghanistan et ses voisins – la Chine, l'Iran, le Pakistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan – pour lutter ensemble contre le trafic de drogues. Dans ce contexte, nous notons la convocation de la conférence sur la coopération policière régionale qui doit se tenir à Doha en mai prochain. Nous pensons qu'avec des contrôles frontaliers plus stricts et un meilleur échange d'informations assuré par un renouvellement de l'alliance, l'Afghanistan et ses voisins seront mieux équipés pour faire face au défi que constitue l'élimination du commerce et de la production illicites de drogues.

La conférence de Berlin a été un grand pas en avant. Elle a réaffirmé que la communauté internationale était fermement engagée à aider le peuple afghan à reconstruire son pays. Nous espérons que dans les prochains mois, cet accomplissement diplomatique extraordinaire se traduira par des améliorations concrètes de la situation de cette nation qui lutte.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant du Brésil des paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation.

M. Cunningham (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Gouvernement allemand et les autres organisateurs de la conférence de Berlin sur l'Afghanistan pour l'organisation de celle-ci. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, cette conférence a été de toute évidence un événement couronné de succès qui est parvenu à renouveler l'engagement de la communauté internationale à l'égard des principes énoncés dans l'Accord de Bonn. Je voudrais m'associer à mes collègues pour vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que M. Guéhenno, des exposés que vous avez faits ce matin sur les résultats de cette conférence.

L'ONU, le Gouvernement afghan, le Gouvernement allemand et les donateurs méritent tous nos félicitations pour une conférence qui a permis de réunir des contributions financières considérables d'un montant total de 8,2 milliards de dollars pour les trois prochaines années, ce qui nous permettra de garantir – avec nos amis afghans – un avenir stable et démocratique pour l'Afghanistan. Nous pensons que la générosité de la communauté internationale à Berlin a envoyé un signe très positif aux Afghans et aux membres de la communauté internationale qui craignaient une baisse d'intérêt et une fatigue des donateurs à l'égard de l'Afghanistan. Il faut noter en particulier que les besoins du Gouvernement afghan pour la prochaine année budgétaire ne sont pas entièrement couverts, et aussi que c'est grâce au rôle très important joué par le Gouvernement afghan et son président que l'on est arrivés aux résultats de la conférence de Berlin. Ces résultats indiquent qu'il existe une détermination continue à maintenir le partenariat pour l'avenir, ce qu'espéraient les organisateurs.

Nous notons également que le coût de l'inscription des électeurs est presque entièrement couvert et que très rapidement – en fait, immédiatement – les donateurs ont été en mesure de réunir 68 millions de dollars pour le déroulement du scrutin. Nous engageons vivement l'ONU à identifier les moyens de réduire les coûts prévus pour le scrutin qui se chiffrent actuellement à 135 millions de dollars.

Je pensais que je pourrais parler rapidement de la sécurité. Les États-Unis et les forces de la coalition mènent des opérations de reconstruction dans l'ensemble de l'Afghanistan et, le cas échéant, des opérations de combat visant à détruire les agents des Taliban et d'Al-Qaida dans la région. Il est prévu de poursuivre ces opérations dans un avenir proche.

En tant que représentant de la nation chef de file chargée de la constitution d'une armée nationale afghane, je voudrais informer le Conseil des derniers progrès réalisés. Au début mars, l'armée nationale afghane disposait d'une force opérationnelle totale de 7 600 soldats, tandis que près de 1 700 autres étaient en période d'entraînement, soit force totale de 9 300 soldats. Si l'on compte que 1 200 soldats attendent encore de suivre un entraînement, nous pensons que d'ici la fin juin, nous pourrons atteindre l'objectif d'une armée afghane de 10 000 soldats. Le taux de croissance au cours de l'année écoulée a été élevé – au cours des sept derniers mois, par exemple, les effectifs ont été augmentés de 4 600 personnes – et les taux de diminution des effectifs se sont également améliorés. De novembre 2003 à février 2004, les défections ont été de 2 à 3 % par mois. Le fait que le Ministère afghan de la défense dirige et contrôle le processus de recrutement et de rétention produit des résultats positifs.

En ce qui concerne la police, domaine où nous sommes, de concert avec l'Allemagne, une nation chef de file, nous sommes en bonne voie d'atteindre l'objectif d'avoir 20 000 policiers formés et équipés d'ici le mois de juin de cette année. Le programme qui impute aux États-Unis prévoit la construction de sept centres de formation régionaux pour la police, la police des frontières et la police des routes dans sept villes principales. Ce programme a déjà complété la reconstruction des locaux de formation de Kaboul, et d'autres centres de formation régionaux à Gardez, Mazar-e Charif, Kandahar et Kunduz sont aujourd'hui opérationnels et accueillent jusqu'à 1 000 étudiants chacun. Le centre de formation de Jalalabad vient d'augmenter sa capacité, et deux autres centres de formation à Herat et à Bamiyan sont en cours de construction.

Les États-Unis ont désormais mis en place neuf équipes de reconstruction de province sur les 12 que compte le pays. Ce faisant, notre objectif est d'améliorer la stabilité, d'étendre l'autorité du Gouvernement central et de favoriser la reconstruction dans les provinces. Je voudrais faire observer que l'équipe de reconstruction de province d'Herat, à la suite du meurtre récent du Ministre de l'aviation civile et du tourisme, a assuré la protection des officiels allemands et aidé l'armée nationale afghane à se déployer. Il semble que ces équipes sont de plus en plus populaires, non seulement auprès de l'Administration transitoire, mais également auprès des citoyens afghans auxquels elles fournissent des services de sécurité et de reconstruction bien nécessaires. Nous nous associons bien entendu à tous ceux qui appellent à la création de nouvelles équipes de reconstruction de province.

M. Wang Guangya (Chine) (*parle en chinois*) : Je voudrais d'emblée vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois-ci. Je remercie également l'Ambassadeur de La Sablière et la mission

française du travail remarquable accompli le mois dernier sous leur présidence.

Je remercie le Secrétaire général adjoint, M. Guéhenno, et vous-même, Monsieur le Président, pour vos exposés sur la conférence de Berlin sur l'Afghanistan, conférence évidemment très importante qui a abouti à des résultats considérables et louables. La déclaration de Berlin et ses annexes, adoptées à la conférence, incarnent le ferme engagement du Gouvernement afghan de transition et du peuple afghan à instaurer la paix, la stabilité et le développement dans leur pays. La déclaration a également affermi l'engagement de la communauté internationale en faveur de la reconstruction de l'Afghanistan et aura indéniablement des répercussions considérables sur l'avenir de ce pays.

Depuis la signature de l'Accord de Bonn il y a deux ans de cela, le processus de paix en Afghanistan a bien avancé, comme tout le monde peut le constater. Ce processus est aujourd'hui dans une phase cruciale. Nous nous félicitons de l'intention du Gouvernement de transition de l'Afghanistan de tenir des élections présidentielles et législatives en septembre prochain. Nous espérons que des élections libres et démocratiques permettront de mettre en place un gouvernement représentatif capable de tenir compte des intérêts des différents groupes ethniques. Ceci aura un effort considérable sur la réalisation des objectifs énoncés dans l'Accord de Bonn.

Nous appuyons l'adoption actuelle par le Gouvernement afghan de mesures visant à améliorer la situation en matière de sécurité, à accélérer la réforme du secteur de la sécurité, à promouvoir le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion et à renforcer l'appareil judiciaire. Nous espérons sincèrement que les groupes ethniques et les factions du pays continueront d'accorder la priorité aux intérêts de la nation, au renforcement de l'unité et aux efforts menés en commun pour édifier un avenir brillant pour l'Afghanistan.

L'Afghanistan ne connaîtra pas la paix et le développement sans l'appui et l'assistance de la communauté internationale. Nous apprécions et appuyons les rôles importants de l'ONU, du Représentant spécial du Secrétaire général et de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Afin de promouvoir le processus de paix, en particulier pour assurer le succès des élections générales en Afghanistan, nous pensons que la communauté internationale devrait concrétiser les engagements qu'elle a pris à la conférence de Berlin le plus rapidement possible. Tout d'abord, elle devrait renforcer son assistance à la sécurité en Afghanistan. À cet égard, nous espérons que la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) pourra élargir son déploiement le plus rapidement possible et créer de nouvelles équipes de reconstruction de province. Deuxièmement les donateurs devraient, de bonne foi et promptement, fournir l'assistance économique et financière nécessaire. Troisièmement, la communauté internationale devrait renforcer l'appui et la coopération qu'elle fournit aux efforts de lutte contre les stupéfiants déployés par le Gouvernement afghan.

La Chine, en tant que pays voisin et ami de l'Afghanistan, a toujours approuvé le processus de paix dans ce pays. En 2002, le Gouvernement chinois a promis une aide de 150 millions de dollars échelonné sur 5 ans. Pour le moment, il a donné 47 millions de dollars. Le Ministre des affaires étrangères chinois, M. Li Zhaoxing, lors de la conférence de Berlin, a annoncé que la Chine fournirait une aide de 15 millions de dollars à l'Afghanistan cette année, ainsi que du matériel d'urgence pour les élections générales afghanes, pour une valeur de 1 million de dollars. En outre, la Chine a annulé toute la dette due par le Gouvernement afghan. La Chine souhaite coopérer avec l'Afghanistan dans les domaines des infrastructures, du commerce, des investissements, des ressources humaines et de la formation de la police. Lors de la conférence de Berlin, la Chine a, avec six autres pays de la région, signé la déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants, associée à la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage.

La Chine se joint aux efforts déployés actuellement par la communauté internationale en vue du rétablissement durable de l'ordre et de la stabilité en Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de la Chine pour les paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et à mon gouvernement.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion, Monsieur le Président, pour vous féliciter de l'accession de l'Allemagne à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours, durant lequel nous examinerons des questions de

la plus haute importance pour la communauté internationale. Nous voudrions également dire notre haute appréciation à l'Ambassadeur de La Sablière et à la délégation française pour la manière exemplaire dont la France a présidé le Conseil, le mois dernier.

Alors que nous examinons les résultats de la conférence de Berlin, nous voudrions tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint Guéhenno, pour l'exposé très complet, très clair et très convaincant qu'il a présenté au Conseil, ce matin. Nous voudrions également remercier le Gouvernement allemand d'avoir accueilli la conférence, la semaine dernière, sous la coprésidence de l'Afghanistan, du Japon et de l'Organisation des Nations Unies. Dans votre propre déclaration au Conseil ce matin, Monsieur le Président, vous avez souligné les principales réalisations de la conférence de Berlin. Le Ministre des affaires étrangères du Pakistan a joué un rôle actif lors de la conférence de Berlin et nous sommes extrêmement satisfaits du résultat obtenu.

Le Pakistan voit avec un grand intérêt le retour rapide de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Nous sommes liés par l'histoire, la géographie et la foi à ce pays et nous sommes convaincus que nous partageons un destin commun. Par conséquent, nous souscrivons pleinement aux aspirations du Gouvernement afghan et du Président Karzaï à la paix, à la stabilité et à la prospérité en Afghanistan et dans la région.

La conférence de Berlin a permis de réaffirmer l'attachement de ses participants à la reconstruction et à la réforme des structures politiques, sociales et économiques de l'Afghanistan, en vue d'instaurer une paix durable, la stabilité et le développement économique et afin de donner, de manière équitable, à tous les Afghans la possibilité véritable de connaître un avenir meilleur. Le processus qui a été lancé à Bonn va maintenant se poursuivre au-delà du processus de transition en cours en Afghanistan grâce à un partenariat durable entre ce pays et la communauté internationale.

Si la sécurité reste en fin de compte la responsabilité des Afghans eux-mêmes, elle n'est pas possible dans un avenir immédiat sans l'appui militaire et politique actif de la communauté internationale. Par conséquent, nous appuyons l'engagement pris dans la déclaration de Berlin en faveur de la poursuite de l'assistance militaire internationale jusqu'au moment où les nouvelles forces de sécurité afghanes seront suffisantes et opérationnelles. Nous nous félicitons également de la décision prise par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), comme indiqué dans la déclaration de Berlin, d'élargir la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en créant des équipes de reconstruction de province supplémentaires. Nous appuyons la création de ces équipes supplémentaires. Toutefois, nous continuons d'encourager une présence plus importante et un rôle plus direct de la FIAS, concernant la sécurité en Afghanistan.

La déclaration de Berlin souligne également la nécessité d'appliquer vigoureusement le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) dont la première phase doit s'achever en juin 2004. Le Plan de travail du Gouvernement afghan, approuvé à Berlin, prévoit également des mesures concrètes que le Gouvernement devra prendre, non seulement en ce qui concerne le programme de DDR, mais également s'agissant de la réforme de l'Armée nationale afghane et de la Police nationale, ainsi que de la réforme des Ministères de l'intérieur, de la défense et du Directorat national de la sécurité afin de garantir une représentation nationale véritable. Avec les progrès réalisés pour étendre l'autorité du Gouvernement central afghan, il s'agit là de mesures qui méritent la participation et le soutien constants de la communauté internationale.

La déclaration de Berlin souligne que la production et le trafic des stupéfiants constituent une grave menace à l'état de droit et au développement en Afghanistan, de même qu'à la sécurité internationale. La conférence a approuvé les mesures concrètes que le Gouvernement afghan a l'intention de prendre dans le cadre de son plan de travail pour mettre en oeuvre sa Stratégie nationale de lutte contre la drogue. Nous accordons également beaucoup d'importance à la déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants, qui a été signée, à Berlin, par l'Afghanistan et ses six voisins immédiats. En tant que signataire de cette Déclaration, le Pakistan se réjouit de travailler avec ses partenaires pour renforcer les efforts collectifs déployés pour lutter contre la menace que constituent les stupéfiants. Le problème de la drogue en Afghanistan n'est pas un problème purement et uniquement afghan. Il nous concerne tous et il est donc indispensable que les Afghans et la communauté internationale, pour reprendre les termes de la déclaration de Berlin, « mettent tout en oeuvre, y

compris le développement d'alternatives économiques, pour réduire et finalement éliminer cette menace ».

Le Pakistan se félicite de la décision prise par le Président Karzaï de tenir des élections présidentielles et législatives au mois de septembre prochain. Dans son Plan de travail, le Gouvernement afghan se félicite de l'appui apporté par les Gouvernements pakistanais et iraniens afin de permettre la participation aux élections des réfugiés qui se trouvent dans ces pays. Le Pakistan consacre une somme de 5 millions de dollars à cette fin et apporte sa pleine coopération aux autorités afghanes et à la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan en la matière. Nous espérons que l'inscription des électeurs reflétera de manière précise l'équilibre ethnique et régional de la population de l'Afghanistan et de sa mosaïque ethnique. Ceci est fondamental pour la légitimité et la crédibilité du processus électoral.

La paix ne s'installera pas en Afghanistan sans le développement. Cela doit donc rester la préoccupation essentielle de la communauté internationale. Nous nous félicitons de l'engagement pris à Berlin de verser 8,2 milliards de dollars pour la reconstruction de l'Afghanistan sur une période de 3 ans. L'Afghanistan est un pays sans littoral, qui peut néanmoins se révéler un pays de transit entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud. Il est donc fondamental pour sa reprise économique et son développement d'intégrer l'Afghanistan à ces deux régions voisines. À cet égard, nous encourageons la communauté internationale à appuyer la construction de routes, ainsi que d'oléoducs et de gazoducs et d'autres liens commerciaux reliant l'Afghanistan à ces deux régions. L'intégration économique régionale profiterait mutuellement à l'Afghanistan et à l'ensemble de ses voisins.

Le Pakistan a toujours apporté et continuera d'apporter son soutien et de participer aux efforts du Président Karzaï pour renforcer les institutions publiques, qui sont une condition absolument essentielle au succès des processus politique et de reconstruction en Afghanistan. Notre participation à la conférence de Berlin atteste hautement de cet engagement. Nous exhortons fermement la communauté internationale à continuer d'assister le Gouvernement afghan de façon à lui permettre d'atteindre les objectifs qu'il s'est donnés, et en particulier ceux qu'il a mis en exergue dans son plan de travail.

Enfin, nous espérons que l'esprit de Berlin ne faiblira pas ou ne s'amoindrira pas avec le temps. L'Afghanistan va en effet avoir besoin d'années, voire de décennies, de soutien politique et économique et de participation extérieure. Berlin n'est que le début de ce processus de « l'après-Bonn » pour ce qui est de l'engagement de la communauté internationale à l'égard de l'Afghanistan. Nous qui représentons ici la communauté internationale devons maintenant redoubler d'efforts, collectivement, et rester engagés en faveur de la paix, de la stabilité et de la reconstruction et du développement de l'Afghanistan à long terme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant du Pakistan des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de ma délégation et de mon gouvernement.

M. Muñoz (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous nous félicitons, Monsieur le Président, de vous voir prendre les rênes du Conseil pour ce mois d'avril, sachant pouvoir compter sur votre conduite avisée pour le succès de nos travaux. Nous voudrions également saluer l'excellent travail réalisé par l'Ambassadeur de La Sablière et son équipe à la tête des travaux du Conseil au cours d'un mois de mars très actif.

Je voudrais également remercier M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix de son exposé, et vous adresser également nos remerciements, Monsieur le Président, pour celui que vous nous avez présenté, qui nous a permis de prendre connaissance des principaux aspects de la conférence des donateurs de Berlin pour l'Afghanistan. Nous considérons que la déclaration de Berlin et le plan de travail qu'elle contient nous offrent des jalons concrets permettant d'oeuvrer à la reconstruction d'un Afghanistan libre, sûr, stable, démocratique et, espérons-le, prospère.

Nous tenons à souligner l'engagement pris par les pays donateurs de contribuer à hauteur de 8,2 milliards de dollars aux efforts qui vont être déployés dans les trois prochaines années, ce qui aura incontestablement une incidence très importante sur la progression de l'effort de construction et de développement du pays.

Nous accordons également beaucoup d'importance à l'engagement pris par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'élargir la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en lui ajoutant cinq nouvelles équipes de reconstruction

provinciales, qui vont se rendre dans diverses régions de l'Afghanistan au cours des prochains mois.

Nous savons bien, en effet, à quel point la question de la sécurité est critique pour l'avenir de l'Afghanistan. De même, nous estimons que la participation des pays de la région au travail effectué dans le cadre de la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage, en date du 22 décembre 2002, et en particulier de la déclaration en annexe sur la lutte contre les stupéfiants, ainsi que de la conférence sur la coopération policière au niveau régional, qui se tiendra à Doha, atteste très nettement de leur détermination à continuer de renforcer la coopération régionale.

Nous nous félicitons de l'annonce de la tenue d'élections présidentielles et parlementaires directes au mois de septembre prochain. Comme nous l'avons dit lors de nos dernières consultations, ici, au Conseil, il est évident que même s'il reste encore beaucoup à faire, la campagne nationale d'inscription sur les listes électorales, qui aura lieu au mois de mai prochain, revêt en particulier une importance fondamentale. Nous pensons que ces élections seront une étape capitale vers le rétablissement de l'unité et de la concorde dans le pays.

Dans ce contexte, nous partageons l'opinion exprimée par le Gouvernement afghan dans son plan de travail concernant l'importance de l'aboutissement du processus électoral pour la démobilisation d'au moins 20 % des groupes armés, le cantonnement de ces armes, ainsi que la poursuite du processus au-delà des prochaines élections. Nous convenons également qu'il est nécessaire de pouvoir compter sur le soutien de l'OTAN et de la coalition en matière de sécurité, et en particulier pour seconder la police et l'Armée nationale afghane dans leurs tâches, sur la base de l'équilibre ethnique et du respect de l'état de droit.

Nous saluons, en particulier, la volonté exprimée par le Gouvernement afghan de poursuivre ses progrès dans la mise en oeuvre de ses programmes et de ses politiques, en particulier dans les domaines de la bonne gouvernance et de l'administration publique. Nous tenons à insister tout particulièrement sur l'importance des mesures de lutte contre la corruption, de la réforme de l'administration fiscale et budgétaire, de la promotion de la participation du secteur privé, du travail en faveur du développement économique et social, avec un accent particulier sur l'élimination de la pauvreté, le renforcement de l'état de droit et la promotion et la protection des droits de l'homme.

Nous partageons la conviction qu'un climat de sécurité est indispensable pour progresser dans les domaines de la croissance économique, de la normalisation politique, de la reconstruction et du développement. Nous sommes conscients, en outre, de la grave menace que constituent la production et le trafic de stupéfiants pour le développement et la stabilité de l'Afghanistan et nous reconnaissons nous aussi qu'il est nécessaire que le Conseil continue d'appuyer les plans d'action portant sur cette question. De même, nous appuyons les éléments de la déclaration de Berlin relatifs à la lutte contre les stupéfiants.

Enfin, nous appuyons la déclaration présidentielle approuvée par consensus par les membres du Conseil, en espérant qu'elle sera adoptée à l'issue de la séance en signe de notre soutien au processus politique en Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant du Chili des paroles aimables qu'il a eues à mon égard et à l'égard de mon gouvernement.

M. Baali (Algérie) : Je voudrais dès l'abord, Monsieur le Président, vous faire part du plaisir que j'éprouve à vous voir présider le Conseil de sécurité et dire également toute notre gratitude à l'Ambassadeur Jean-Marc de La Sablière et à son équipe, qui ont amplement mérité de notre Conseil. Permettez-moi, maintenant, de remercier M. Jean-Marie Guéhenno de l'exposé clair et complet qu'il nous a présenté et de vous remercier, Monsieur le Président, des informations utiles que vous avez bien voulu partager avec nous sur les résultats de la conférence de Berlin en félicitant à travers vous les Gouvernements allemand et afghan, ainsi que les autres coorganisateurs pour une conférence qui a été, à tous égards, un incontestable succès.

Le processus mis en place par les Accords de Bonn s'achèvera avec la tenue des premières élections présidentielles et parlementaires libres et démocratiques en Afghanistan, qui auront lieu en septembre prochain. Mais de multiples défis restent entre-temps à relever, notamment l'insécurité, qui continue de régner dans certaines régions du pays, et la production et le commerce accrus de drogues, qui constituent une menace grave, non point seulement

pour l'état de droit en Afghanistan mais pour le développement même de ce pays.

Les progrès réalisés depuis la première conférence de Bonn, en décembre 2001, sont cependant considérables : plus de 3 millions de réfugiés sont retournés dans leur pays; plus de 4 millions d'enfants sont revenus à l'école; les femmes retournent au travail et une nouvelle Constitution a été adoptée au début de l'année, qui prévoit, notamment, l'égalité entre hommes et femmes.

La conférence internationale sur l'Afghanistan, dont mon pays soutient la Déclaration finale et le plan de travail, a permis d'évaluer l'état d'avancement du processus politique engagé en 2001 après l'adoption d'une nouvelle Constitution, en janvier dernier, et a été l'occasion pour la communauté internationale de renouveler son engagement envers la reconstruction de l'Afghanistan. Elle a également permis d'identifier les critères nécessaires à l'action de la communauté internationale en tenant compte de la situation qui prévaut aujourd'hui en Afghanistan, pour en assurer la stabilisation et le redressement.

L'annonce d'engagements supplémentaires faite par les donateurs, ainsi que la confirmation de contributions dans les domaines de la sécurité et de la préparation des élections sont d'une importance majeure pour la reconstruction de l'Afghanistan.

Nous nous félicitons à cet égard de l'engagement qu'a pris l'Afghanistan de réaliser un programme de travail pour la création d'un véritable État de droit qui pourra fonctionner par ses propres moyens à travers la mise en place d'institutions démocratiques. Nous nous réjouissons de ce point de vue du déploiement de nouvelles équipes de reconstruction provinciales dont l'utilité et l'importance ne sont plus à démontrer et de l'engagement qu'a pris le Président afghan de mener à son terme le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion, dont l'importance est vitale pour la tenue des élections à venir.

Le peuple afghan et ses dirigeants doivent travailler de concert afin de renforcer les institutions démocratiques et de préparer les élections nationales. L'engagement et l'appui constructif des voisins de l'Afghanistan sont également des facteurs importants pour le redressement du pays et la stabilité régionale. L'Afghanistan aura de nombreux défis à relever à l'avenir, et nous espérons que l'aide qui lui a été promise lui sera effectivement fournie et lui permettra de faire face aux besoins en matière de sécurité et d'assurer le redressement et la reconstruction du pays.

Il est de ce point de vue essentiel d'accroître l'engagement international, en particulier en matière de sécurité, y compris grâce au déploiement de la force internationale sur l'ensemble du territoire car l'Afghanistan a plus que jamais besoin de soutien de la part de la communauté internationale.

Enfin, le projet de déclaration présidentielle qui réaffirme l'engagement de la communauté internationale aux côtés du peuple afghan recueille notre pleine adhésion.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de l'Algérie des paroles aimables qu'il m'a adressées, ainsi qu'à ma délégation et à mon gouvernement.

M. Motoc (Roumanie) (*parle en anglais*) *:* Je vous souhaite chaleureusement la bienvenue et je vous félicite, Monsieur le Président, ainsi que votre pays, l'Allemagne, à l'occasion de votre accession à la présidence. Je voudrais également rendre hommage à l'Ambassadeur de La Sablière, ainsi qu'à son équipe, pour l'excellent travail qu'ils ont réalisé en s'acquittant de leurs fonctions, durant la présidence française, en mars.

Je me joins aux autres délégations pour remercier le Secrétaire général adjoint Jean-Marie Guéhenno de son excellent exposé.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance et mes félicitations au Gouvernement allemand qui a organisé avec dévouement et professionnalisme la conférence de Berlin sur l'Afghanistan. Je félicite également les Coprésidents de la conférence : les hauts représentants de l'Afghanistan, du Japon et de l'ONU.

La Roumanie s'associe à la déclaration qui sera faite plus tard par le Représentant permanent de l'Irlande, au nom de l'Union européenne. Je voudrais également faire quelques commentaires spécifiques.

Je voudrais dire tout d'abord que nous nous félicitons du résultat de la conférence de Berlin. À Berlin, comme précédemment à Bonn et à Tokyo, la communauté internationale a transmis un message solide d'engagement et de solidarité à un ami précieux, l'Afghanistan. À Berlin, l'Afghanistan a clairement manifesté son intérêt, sa capacité et sa détermination

de continuer à poursuivre avec succès sa transition vers la prospérité, la stabilité et la démocratie.

La conférence a eu lieu à un moment crucial, quelques mois seulement avant les élections présidentielles et parlementaires. Elle est ainsi parvenue à offrir une vision et un programme d'action pour l'avenir. La conférence a élaboré un cadre politique, sécuritaire et de reconstruction, répondant aux attentes du peuple afghan.

La Roumanie se félicite en particulier du plan de travail adopté par le Gouvernement afghan. Les mesures concrètes qui sont envisagées à cet égard devraient être considérées comme faisant partie d'une stratégie plus globale visant à introduire une réforme d'ensemble dans la société afghane. Si l'on veut qu'elle aboutisse, la mise en oeuvre du Plan de travail devrait devenir progressivement un outil pratique et utile pour l'administration afghane. Nous encourageons vivement les autorités afghanes à suivre de très près la mise en oeuvre des objectifs et à respecter les échéances qui ont été fixées. La coordination entre les institutions nationales sera ainsi renforcée, les capacités d'auto-évaluation seront améliorées et l'aptitude à répondre aux aspirations et les ressources s'en trouveront accrues.

S'agissant du trafic des drogues en Afghanistan, la Roumanie a déclaré à maintes reprises que les efforts de lutte contre les stupéfiants au niveau national devraient s'accompagner de mesures coordonnées aux niveaux régional, voire international. Par conséquent, l'adoption par l'Afghanistan et ses voisins de la Déclaration sur la lutte contre les stupéfiants est fort louable.

Pour faire en sorte que la déclaration de Berlin ait des résultats concrets, il faut non seulement un engagement politique solide mais également un appui financier de poids. Nous nous félicitons à cet égard des contributions financières pluriannuelles importantes qui ont été annoncées par les donateurs internationaux à Berlin.

C'est avec une grande fierté que le Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, M. Mircea Geoana, a réaffirmé à Berlin l'engagement de la Roumanie à l'égard d'une contribution à long terme, solide et multidimensionnelle en faveur de l'Afghanistan.

Nous sommes déterminés à assurer le succès de la mission de l'OTAN en Afghanistan. Nous estimons qu'une amélioration de la sécurité demeure la condition préalable essentielle aux objectifs qui ont été fixés, y compris à la tenue d'élections libres, régulières et crédibles, en septembre.

La Roumanie continuera de manifester son engagement et à coopérer avec tous les États participant au processus de reconstruction de l'Afghanistan, afin de parvenir à l'objectif commun de sécurité et de stabilité.

Des contingents militaires supplémentaires seront déployés en Afghanistan dans le cadre du renforcement de notre participation à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). La Roumanie fera partie, à partir de cet été, des représentants de l'Équipe de reconstruction de province de Kunduz. Nous continuerons également d'envisager de participer activement à d'autres Équipes de reconstruction de province. La Roumanie continuera en même temps de contribuer au renforcement de la capacité des forces armées nationales afghanes.

À Berlin, la Roumanie s'est également dite prête à investir dans certains aspects de la reconstruction dans des domaines permettant de changer la donne sur le terrain comme par exemple la reconstruction institutionnelle, l'éducation, la santé et l'agriculture. La Roumanie a récemment reçu une délégation afghane afin d'examiner des moyens et des domaines supplémentaires d'assistance et de coopération. Nous sommes déterminés, à l'instar d'autres pays, à aider les autorités afghanes dans les secteurs qui suscitent notre vive préoccupation, notamment celui de la lutte contre la production et le trafic des drogues. Nous envisageons à cet égard un projet pilote destiné à fournir aux agriculteurs afghans des cultures de substitution du pavot à opium.

Je voudrais terminer en exprimant la confiance de la Roumanie à l'égard de l'avenir de l'Afghanistan. Le peuple et le Gouvernement afghans doivent être fiers de ce qu'ils ont accompli à ce jour. Ils doivent attendre avec impatience le moment où leur pays reprendra la place qui lui revient au sein de nations libres, prospères et démocratiques. La conférence de Berlin a permis sans doute de nous rapprocher de cet événement heureux.

Le Président *(parle en anglais)* : Je remercie le représentant de la Roumanie des paroles aimables qu'il m'a adressées, ainsi qu'à ma délégation et à mon gouvernement.

Mme Menéndez (Espagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, de votre accession à la présidence du Conseil. J'aimerais également féliciter la France pour ses travaux, le mois dernier.

Nous remercions M. Guéhenno de l'exposé qu'il nous a présenté ainsi que vous-même, Monsieur le Président, pour votre exposé sur les résultats de la conférence de Berlin.

L'Espagne souscrit pleinement à la déclaration que prononcera dans quelques instants l'Ambassadeur Ryan, au nom de l'Union européenne.

La conférence qui s'est tenue, la semaine dernière, à Berlin a permis d'évaluer les énormes progrès réalisés depuis la conférence de Bonn et de préparer ensemble les tâches futures qui attendent l'Afghanistan : tenir des élections présidentielles et législatives au mois de septembre prochain; assurer la sécurité dans l'ensemble du pays en mettant fin au terrorisme et au règne des factions dans les provinces ainsi qu'aux actes violents des groupes d'opposition; garantir l'évolution et l'aboutissement du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion; lutter contre la production et le trafic des drogues; renforcer l'état de droit et faire respecter les droits de l'homme; assurer la reconstruction et le relèvement du pays; et renforcer la coopération avec les États voisins.

L'Espagne est prête à apporter sa collaboration et à honorer ses engagements dans le cadre de l'Union européenne et de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS). À cet égard, l'Espagne va bientôt pratiquement doubler sa contribution à la FIAS par le biais d'Eurocorps.

Enfin, je voudrais m'associer aux orateurs précédents pour faire part de notre appui à la déclaration que vous lirez, Monsieur le Président, à la fin de la séance.

M. Baja (Philippines) (*parle en anglais*) : Nous nous associons aux autres membres du Conseil pour vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que l'Allemagne, pour votre accession à la présidence ce mois-ci, de même que l'Ambassadeur de La Sablière, ainsi que la France, pour sa présidence couronnée de succès le mois dernier. Je tiens également à remercier le Secrétaire général adjoint Guéhenno ainsi que vous-même, Monsieur le Président, pour les exposés que vous nous avez faits sur les résultats de la conférence de Berlin et sur les étapes futures que devra franchir l'Afghanistan.

En janvier, les Philippines ont souscrit à l'idée que vous aviez proposée, Monsieur le Président, de relancer l'appui politique et financier nécessaire pour poursuivre la transition politique et économique de l'Afghanistan, telle que prévue par le processus de Bonn. Nous nous félicitons des résultats obtenus par la conférence de Berlin qui a suscité un engagement renouvelé de la part de la communauté internationale d'aider au relèvement et au développement de l'Afghanistan. Cette conférence s'est en effet déroulée à point nommé pour relancer ce processus. À cet égard, nous approuvons pleinement la déclaration présidentielle qui appuie la déclaration de Berlin.

Nous sommes tous conscients non seulement des progrès importants réalisés par le Gouvernement du Président Karzaï et le peuple afghan pour atteindre l'objectif d'une société multiethnique qui soit démocratique, stable et opérationnelle, mais également des difficultés à surmonter pour parvenir à cet objectif.

Le processus politique en Afghanistan est bien avancé sur la voie de progrès importants. Le monde rend hommage à la maturité politique qu'a manifestée la Loya Jirga constitutionnelle par l'adoption de la Constitution qui jette les bases d'un gouvernement et d'un parlement démocratiquement élus. L'élément clef de la mise en place d'un Gouvernement démocratiquement élu sera la tenue d'élections présidentielles et parlementaires prévues en septembre, comme l'a annoncé le Président Karzaï.

Un processus électoral crédible et pleinement participatif sera d'importance critique pour que le Gouvernement qui sera mis en place soit pleinement reconnu. Ainsi il est essentiel de maintenir une solide présence chargée de la sécurité lors du processus d'inscription sur les listes électorales et des élections. La sécurité adéquate pourrait être garantie grâce au renforcement de l'armée et des forces de police afghanes. Nous notons à cet égard le rapport intérimaire que nous ont présenté les États-Unis ce matin. Cela risque toutefois de ne pas suffire. La création d'Équipes de reconstruction de province supplémentaires dans les zones clefs contrôlées par les seigneurs de la guerre et l'élargissement des opérations de la FIAS à l'extérieur de Kaboul et des villes principales seront importants. La pratique qui consiste à envoyer des soldats dans les villes et villages pourrait

les aider à mieux comprendre la population locale et à finalement gagner la coopération des seigneurs de la guerre locaux et des villageois.

Les difficultés politiques seraient dans une large mesure surmontées si la sécurité du processus électoral pouvait être assurée. Un gouvernement pleinement représentatif mis en place grâce à un processus démocratique crédible contribuerait largement, dans l'avenir, à la gouvernance efficace du pays tout entier.

Ma délégation est d'avis que la pleine mise en oeuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR), dont l'achèvement est prévu avant la tenue des élections, en septembre, contribuerait de façon substantielle à la sécurité et à la crédibilité des élections. Vu le pouvoir des factions en Afghanistan, des efforts accrus doivent être déployés pour régler les différends locaux dans la mesure où ces différends locaux créent un climat d'insécurité qui compromet l'Administration transitoire afghane à Kaboul et affaiblit le Gouvernement central. Il faut élaborer des mécanismes de règlement des différends locaux et promouvoir la réconciliation au niveau local.

Un autre facteur qui déstabilise le processus politique est le grave problème de la culture généralisée de pavot à opium et toutes ses conséquences sur la production de la drogue et sur le trafic de la drogue. Nous nous félicitons des mesures actuellement prises par l'Afghanistan en concertation avec ses voisins, telles que consignées dans la récente déclaration sur la lutte contre la drogue, et de l'aide fournie par d'autres pays pour trouver d'autres ressources économiques viables en remplacement de la culture du pavot. Selon le Fonds monétaire international, 40 % au moins de l'économie en Afghanistan est illicite. En l'absence d'une économie susceptible de fournir des sources de revenu licites, l'élimination de l'unique moyen de subsistance compromettra davantage l'avenir politique et économique de l'Afghanistan. Par conséquent, nous partageons l'avis du Pakistan quant à la nécessité pour l'Afghanistan d'intégrer son économie à celles de la sous-région voisine.

La communauté internationale, par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies, est un partenaire constant du Gouvernement transitoire du Président Karzaï face aux difficultés posées par la mise en oeuvre du Processus de Bonn. La conférence de Berlin est le prolongement de ce partenariat. La promptitude avec laquelle la communauté internationale a réagi à Berlin est réellement un signe encourageant que la communauté internationale ne faiblit pas dans son appui à l'Afghanistan. Pour leur part, les Philippines restent engagées à épauler l'Afghanistan dans ses efforts de reconstruction en formant les Afghans dans les domaines des soins de santé, de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement, de l'agriculture et de l'irrigation, ainsi que du génie civil et des transports.

La voie de la reconstruction et du développement en Afghanistan est semblable à une balade à vélo. Vous devez pédaler, sinon gare à la chute. Après la conférence de Berlin et avec le soutien constant de la communauté internationale, les Afghans devront pédaler sur la voie du relèvement politique et économique. La prise en charge nationale du processus demeure un élément essentiel de toute reconstruction politique et économique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant des Philippines des paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et à mon gouvernement.

M. Adechi (Bénin) : Monsieur le Président, je voudrais vous dire ma satisfaction de vous voir présider les travaux du Conseil au cours de ce mois d'avril et saisir l'occasion pour exprimer notre gratitude à l'Ambassadeur de La Sablière et à son équipe pour le remarquable travail accompli à la présidence du Conseil au cours du mois de mars.

Je voudrais vous remercier également, Monsieur le Président, des informations fort utiles que vous venez de nous donner sur les résultats forts encourageants de la conférence internationale de Berlin sur l'Afghanistan. Nous avons également écouté avec beaucoup d'intérêt l'exposé présenté par M. Guéhenno, et nous lui en savons gré.

Les efforts louables que ne cesse de déployer la nouvelle direction politique afghane depuis 2001 pour assurer l'application rigoureuse des Accords de Bonn méritaient d'être gratifiés par la communauté internationale. Les résultats positifs enregistrés à l'issue de la conférence de Berlin sont tout à l'honneur de l'Allemagne, de l'Organisation des Nations Unies et des nombreux pays donateurs. Nous nous félicitons particulièrement du caractère pluriannuel des engagements assumés par les bailleurs de fonds à cette

occasion et qui permettront de maintenir l'élan des progrès remarquables en cours en Afghanistan.

Nous sommes persuadés que le Gouvernement de transition afghan, que nous félicitons pour son parcours honorable, trouvera dans la sollicitude de la communauté internationale un réel encouragement pour restaurer la stabilité et promouvoir le développement durable en Afghanistan.

À cet égard, nous saluons le Plan de travail avalisé à la conférence et qui établit des perspectives claires pour canaliser les énergies et créer des synergies nécessaires aux fins d'optimiser l'impact des divers apports dont bénéficiera l'Afghanistan. Ce Plan a ouvert des chantiers de longue durée qui requiert une dynamique soutenue par une action conséquente, déterminée et cohérente.

La décision du Président Karzaï de tenir des élections présidentielles et législatives en septembre, au lieu de juin 2004, est un choix responsable. Nous nous en félicitons et nous exhortons la communauté internationale à encadrer la préparation de ces consultations populaires et à aider à créer les conditions de sécurité et de transparence nécessaires pour conférer toute la crédibilité requise à ce processus électoral. Le Gouvernement afghan a donc une grande responsabilité dans le désarmement des groupes armés, pour améliorer de manière substantielle les conditions de sécurité. La question du désarmement est un préalable incontournable pour la tenue d'élections crédibles et acceptées par tous, ainsi que pour la survie du processus politique démocratique. La lutte contre la drogue nous paraît être un aspect essentiel des défis à relever pour assurer la pleine réintégration de l'Afghanistan dans le concert des nations. Cette réintégration ne peut s'opérer si l'économie du pays continue d'être dominée par la culture et le trafic des stupéfiants, qui alimentent le crime organisé. C'est pourquoi, nous pensons que le Gouvernement de transition est bien inspiré d'en faire une priorité de son action et de miser sur le renforcement de la coopération avec les pays voisins.

Nous soutenons le projet de déclaration à la presse que l'Allemagne a bien voulu présenter, et nous sommes prêts à travailler avec toutes les parties concernées pour aider le peuple afghan à poursuivre sur le chemin du progrès et de la stabilité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant du Bénin pour les paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et mon gouvernement.

M. Konuzin (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : C'est avec plaisir, Monsieur le Président, que nous vous voyons présider le Conseil pour le mois d'avril, et nous sommes également reconnaissants à votre prédécesseur, le représentant de la France, l'Ambassadeur de La Sablière, d'avoir dirigé avec succès nos travaux le mois dernier. Comme l'ont fait d'autres délégations, nous remercions le Secrétaire général adjoint, M. Jean-Marie Guéhenno, et vous-même, Monsieur le Président, pour votre compte rendu détaillé des résultats de la conférence de Berlin. Nous sommes reconnaissants au Gouvernement allemand de sa remarquable contribution à cet événement.

La Fédération de Russie se félicite des résultats de la conférence internationale sur l'Afghanistan, y compris la déclaration finale. Nous estimons que cette conférence constitue une étape importante, franchie à un moment opportun. La Russie s'est toujours prononcée en faveur de la tenue de cette conférence, car elle jugeait qu'il était nécessaire d'évaluer l'application de la Feuille de route de Bonn et de parvenir à un accord au sujet des prochaines actions à mener par la communauté internationale, afin de réaffirmer sa politique de reconstruction de l'Afghanistan, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, en tant qu'État pacifique, indépendant et neutre, vivant en harmonie avec ses voisins et avec le reste du monde. Selon nous, la conférence de Berlin a atteint cet objectif.

Pourtant, malgré les succès indéniables qui ont été obtenus dans la reconstruction pacifique de l'Afghanistan, dans la consolidation de l'autorité centrale et dans les réformes en matière de sécurité, un certain nombre de menaces internes et externes restent préoccupantes. La Russie est préoccupée par la recrudescence des activités subversives des Taliban et autres forces extrémistes. Il est manifeste que ces forces tentent de plonger le pays dans de sanglants antagonismes interethniques, et d'empêcher la tenue des prochaines élections générales dans le pays. Nous constatons aussi que certains anciens responsables taliban cherchent à rentrer dans le Gouvernement afghan afin de saper de l'intérieur la base de la nouvelle nation afghane.

Une autre grave source d'inquiétude est la menace que représentent pour les pays voisins les éléments extrémistes solidement implantés en Afghanistan. Les récents événements tragiques survenus en Ouzbékistan confirment que, pour être efficace, la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme exige une coalition antiterroriste dont la composition doit être universelle. Une menace supplémentaire concerne les stupéfiants, car le trafic des stupéfiants en particulier fournit un socle financier aux forces antigouvernementales et aux reliquats d'organisations terroristes. Nous appuyons l'éventail de mesures prises par l'Administration transitoire afghane dans le cadre de son programme national visant à détruire les plants d'opium et de pavot, ainsi que l'infrastructure pour la production d'héroïne.

Parallèlement, nous pouvons observer que les flux de drogue en provenance d'Afghanistan sont en augmentation. Nous avons constaté que les transporteurs de drogue utilisent le territoire de la Russie comme couloir de transit, en particulier à destination des États européens. Le trafic de drogues en provenance d'Afghanistan se développe également à l'intérieur de notre pays. C'est pourquoi nous croyons qu'il est nécessaire de prendre de nouvelles mesures efficaces pour fermer les routes empruntées pour la distribution dans les pays voisins de drogues en provenance d'Afghanistan, et mettre en place des ceintures de protection autour des frontières de l'Afghanistan.

Ce type d'approche a été exprimé dans la déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants, adoptée par l'Afghanistan et ses voisins. Cette approche est conforme aux précédentes décisions du Conseil de sécurité. Elle doit être appliquée concrètement avec la participation des Afghans eux-mêmes, des États voisins, de la Force internationale d'assistance à la sécurité, des forces de la coalition et des institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies.

Au cours de la conférence de donateurs de Tokyo, la Russie ne s'était pas engagée à verser des montants précis. Or au cours de la période écoulée, l'assistance que nous avons fournie à l'Afghanistan s'est élevée à environ 170 millions de dollars. Nous sommes prêts à accroître ce type d'assistance une fois qu'une solution aura été trouvée au problème de la dette afghane. La Russie cherche à résoudre ce problème de la façon la plus favorable possible pour l'Afghanistan. Ceci ouvrirait la voie à une conversion de la dette restructurée en investissements, et créerait aussi les conditions d'une assistance économique directe et du financement de projets russo-afghans à partir du budget de la Russie.

Nous prévoyons qu'après la tenue simultanée des élections présidentielles et législatives, un gouvernement efficace et capable de clore cette phase de transition se mettra en place. Il est clair que cette situation créera de nouvelles difficultés pour l'Organisation des Nations Unies et pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Nous sommes prêts à examiner des propositions du Secrétaire général sur ce sujet, et nous prévoyons que les dirigeants afghans maintiendront leur politique de coopération étroite avec la communauté internationale.

Nous soutenons le projet de déclaration proposé par des experts pour la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité, concernant les résultats de la présente séance.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de la Fédération de Russie pour les paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et mon gouvernement.

M. Thomson (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous saluons votre accession à la présidence, Monsieur le Président, et nous remercions la délégation française pour le travail fourni le mois dernier à la présidence. Nous sommes également reconnaissants au Secrétaire général Guéhenno pour son compte rendu, qui est une fois encore très utile.

L'Ambassadeur Ryan fera prochainement une déclaration au nom de l'Union européenne, dans le cadre de la présidence irlandaise, et nous y souscrivons pleinement. De nombreuses observations judicieuses ont déjà été formulées ce matin, c'est pourquoi je me contenterai de faire un nombre limité de remarques – trois, en fait, concernant les résultats de la conférence de Berlin, la sécurité et la drogue.

De nombreux autres orateurs vous ont fait part de leur gratitude envers votre gouvernement, Monsieur le Président, pour l'organisation et la direction de la conférence de Berlin, et j'aimerais associer la voix du Royaume-Uni à ces expressions de reconnaissance. Cette conférence à réussi à réaffirmer l'engagement de la communauté internationale en faveur de l'Afghanistan, à un moment où cela était nécessaire.

Nous nous félicitons de l'annonce d'élections en septembre, et des objectifs ambitieux fixés par le plan de travail de Berlin sur le désarmement, la démobilisation et la réinsertion.

La conférence a aussi transmis un message nécessaire, celui d'un engagement renouvelé en faveur de la reconstruction. L'argent promis au cours des trois prochaines années est significatif. Les montants engagés pour les élections sont importants également, mais comme nous l'a rappelé M. Guéhenno, ils ne sont pas encore suffisants.

Pour sa part, mon gouvernement a, comme il s'y était engagé à Tokyo, augmenté sa promesse de contribution de 200 à 500 millions de livres – soit environ 900 millions de dollars – sur cinq ans. Nous avons apporté une contribution de 10,5 millions de livres – soit environ 19 millions de dollars – pour les préparatifs électoraux de la MANUA. Ceci représente une partie importante des 68 millions de dollars engagés jusqu'ici. Nous avons également apporté une contribution de quelque 70 millions de livres – soit environ 125 millions de dollars – sur trois ans à la lutte contre les stupéfiants et 52 millions de livres – soit environ 95 millions de dollars – sur trois ans pour la réforme du secteur de la sécurité. De toute évidence tout autre effort de contribution sera le bienvenu.

Mais il ne s'agit pas uniquement d'argent. La grande difficulté actuelle est la mise en oeuvre des politiques à l'aide de cet argent. Le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion doit se faire avant les élections et commencer au plus vite. Comme M. Guéhenno nous l'a rappelé, la sécurité reste indispensable à la poursuite des progrès. La Force internationale d'assistance à la sécurité et les équipes de reconstruction de province doivent disposer des ressources nécessaires et nous devons encourager les partenaires à continuer à chercher des moyens de participer aux efforts en faveur de la sécurité, que ce soit par le biais des équipes de reconstruction de province ou par la fourniture de contingents à la Force internationale d'assistance à la sécurité.

Outre l'équipe de reconstruction de province que le Royaume-Uni dirige à Mazar-e Charif, mon gouvernement a proposé de diriger une seconde équipe de reconstruction de province à Meymaneh et de mettre en place une base de soutien logistique pour l'élargissement de la Force internationale d'assistance à la sécurité dans le nord du pays.

Enfin, je voudrais dire un mot de la situation en ce qui concerne les stupéfiants. De toute évidence, lutter avec succès contre le problème de la drogue jouera également un rôle critique pour l'avenir de l'Afghanistan. Il faudra adopter une démarche durable et de longue haleine, et il faudra que d'autres y participent davantage. Le Royaume-Uni, en tant que nation chef de file, se félicite de ce que la conférence de Berlin a approuvé la Stratégie nationale afghane de lutte contre la drogue et les plans d'action découlant de la conférence internationale de lutte contre les stupéfiants tenue en février. Comme tous les autres intervenants je pense, nous nous félicitons bien sûr de la signature par l'Afghanistan et ses voisins de la déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants. Les Afghans, avec le Royaume-Uni, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'assistance internationale d'autres pays, s'attachent actuellement à la mise en oeuvre de cette stratégie. Notre priorité de premier ordre est d'exhorter les donateurs à s'engager à mener des activités spécifiques au sein des plans d'actions.

Comme d'autres, nous appuyons et accueillons également avec satisfaction la déclaration présidentielle qui sera prononcée à la fin de cette séance.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant du Royaume-Uni de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et à mon gouvernement.

M. de La Sablière (France) : Je vous remercie, Monsieur le Président, et si vous le permettez, je voudrais commencer par remercier les intervenants qui ont bien voulu prononcer des paroles aimables à mon endroit et à l'endroit de la délégation française.

Je voudrais également remercier M. Jean-Marie Guéhenno pour son exposé. Nous l'avons écouté avec beaucoup d'attention. Ma délégation se joint à la déclaration que fera tout à l'heure le Président de l'Union européenne.

Je voudrais, Monsieur le Président, vous féliciter pour votre accession à la présidence et vous dire aussi combien nous apprécions le rôle joué par l'Allemagne dans le soutien apporté à l'Afghanistan. La conférence de Berlin a été un succès. Nous nous en félicitons. C'est d'abord, je pense, un moment important parce qu'elle a témoigné du soutien déterminé de la communauté internationale à aider le peuple afghan sur

le long terme. C'est aussi un moment important par l'annonce de la date des élections présidentielles en septembre et celles de la chambre basse. Mon pays s'en réjouit. J'ai toujours espéré que l'on pourrait tenir des élections simultanées qui soient de nature à favoriser une dynamique politique essentielle. C'est aussi un moment important par les engagements de réformes des autorités afghanes, et nous souhaitons rendre hommage à l'action du Président Karzaï à cet égard.

Et puis c'est aussi un moment important par les travaux en marge de la conférence, et notamment l'accord que toutes les délégations ont évoqué – et vous-même Monsieur le Président – entre l'Afghanistan et ses voisins pour accroître la coopération en matière de lutte contre les stupéfiants. Il y a là, nous le savons, non seulement une menace pour l'Afghanistan, une menace pour la région, mais je veux dire que la culture du pavot est également une menace pour les pays européens. Et donc, nous pensons qu'il faut jeter les bases d'une économie durable en Afghanistan en promouvant des alternatives à la culture du pavot et qu'il ne faut pas se tromper dans les voies qui pourront assurer l'avenir économique de l'Afghanistan.

Il y a aujourd'hui, Monsieur le Président, un objectif politique commun, une priorité, pensons-nous, qui est de concentrer tous les efforts pour le bon déroulement des élections. Je partage ce qu'a dit M. Guéhenno lorsqu'il a souligné dans ce contexte l'importance des questions de sécurité. D'ailleurs la France, dans ce contexte, va renforcer son engagement pour la sécurisation du pays. Nous continuerons, avec les États-Unis et nos autres partenaires, à aider à la constitution d'une armée nationale afghane solide et pluriethnique. Après avoir achevé la formation de trois bataillons, nous achevons actuellement la formation des officiers de cette armée, soit plus de 600 hommes, avant de commencer celle des instructeurs la future académie militaire de Kaboul. Par ailleurs, outre notre contingent de 550 hommes, nous accroîtrons notre engagement dans la Force internationale d'assistance à la sécurité en assumant dès l'été prochain avec l'Eurocorps le commandement de cette force dont le mandat a été élargi. Enfin, nous continuerons activement de participer à l'opération Liberté immuable (Enduring Freedom) pour poursuivre le démantèlement des derniers réseaux taliban qui fragilisent toujours l'Afghanistan.

Toujours dans le contexte de la préparation des élections, je souhaiterais dire tout notre accord avec ce qu'a dit Jean-Marie Guéhenno sur l'importance du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion qui dépendra beaucoup de l'engagement bien sûr du Gouvernement afghan. J'ajouterai, s'agissant des élections, l'importance des efforts pour renforcer la capacité à l'organisation de ces scrutins. La France va dégager, au-delà de son effort global confirmé pour 2004, une aide additionnelle pour le processus électoral et assurer notamment la formation initiale des membres de la Commission électorale et apporter un soutien à l'effort d'éducation physique. Cet effort est essentiel, nous le savons, car c'est l'occasion pour l'ensemble des électeurs de prendre leur destin en main et de bâtir leur propre avenir, et ces scrutins seront également, nous devons l'espérer, l'occasion d'une participation importante, y compris des femmes afghanes.

Au moment où la communauté internationale entend exprimer sa détermination à aider l'Afghanistan sur le long terme, il est bon, je pense, de souligner la qualité de l'action de l'ONU en Afghanistan et dire tout notre soutien au nouveau Représentant spécial du Secrétaire général, M. Jean Arnault.

En Afghanistan, la communauté internationale agit de concert selon des modalités diverses complexes, mais il y a une bonne coordination claire et une affirmation de la souveraineté des Afghans qui sont essentielles. L'Organisation des Nations Unies est l'enceinte de coordination où se prennent les orientations politiques que les divers acteurs mettent en oeuvre sur le terrain.

Pour terminer, je souhaiterais rendre hommage au peuple afghan qui a montré sa fierté et sa dignité dans l'exercice de sa souveraineté recouvrée. Il a montré le sens des responsabilités et la volonté de conduire la nation afghane sur le chemin de la paix. Notre volonté à nous, communauté internationale, est de l'assurer que nous continuerons d'être à ses côtés, car c'est ensemble que nous réussirons. Tel est, je pense, le principal message de la conférence de Berlin.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de la France des aimables paroles qu'il a adressées à ma délégation et à mon gouvernement.

M. Gaspar Martins (Angola) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous féliciter pour votre accession à la présidence et réitérer

notre pleine confiance en la direction que vous continuerez d'imprimer au Conseil durant le mois d'avril. Je voudrais aussi féliciter l'Ambassadeur de La Sablière pour la manière très compétente avec laquelle il a dirigé les travaux du Conseil durant le mois de mars, mois à la fois très chargé et très productif. Je voudrais remercier le Secrétaire général adjoint Guéhenno pour l'exposé détaillé qu'il a fait au Conseil ainsi que vous-même, Monsieur le Président, pour avoir donné au Conseil un compte rendu complet de la conférence de Berlin.

La reconstruction de toute nation dévastée et traumatisée par une longue guerre est à n'en pas douter un processus très lent et très complexe. Il n'est possible que grâce au renforcement de l'assistance internationale, qui est un élément essentiel du processus. En Angola, nous l'avons parfaitement compris. C'est pourquoi nous félicitons l'Allemagne et les autres organisateurs pour le succès de la conférence de Berlin, qui a permis de faire un grand pas en avant et de donner à la communauté internationale la possibilité de réitérer son attachement au développement de l'Afghanistan, à son avenir politique, à sa sécurité et à la consolidation de la réconciliation nationale. À l'instar des orateurs précédents, nous voudrions exprimer le plein appui de notre délégation au résultat de la conférence de Berlin, en particulier les engagements pluriannuels qui y ont été pris et les contributions d'un montant de 8,2 milliards de dollars annoncées à la conférence.

Depuis la conférence de Tokyo, la direction et la mise en oeuvre du processus de reconstruction ont été progressivement repris en main par les autorités afghanes. Ma délégation se félicite de cette évolution, car elle est essentielle si l'on veut que l'ensemble du processus soit durable. L'Afghanistan est aujourd'hui parvenu à une étape cruciale de la mise en oeuvre du processus de Bonn. En adoptant la nouvelle Constitution, les Afghans ont jeté les fondements d'un État basé sur la primauté du droit et d'un processus juste et durable de réconciliation nationale.

Les autorités afghanes ont annoncé la tenue d'élections en septembre. Nous nous félicitons que la date des élections ait été fixée, ainsi que de la volonté de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de contribuer à garantir le bon déroulement de ces élections. Cependant, nous estimons qu'un engagement renouvelé de la part de la communauté internationale est indispensable pour la réalisation de cet objectif si important.

Toutefois, aussi impressionnants que soient les progrès, il reste encore beaucoup à faire en matière de reconstruction politique et de relèvement de l'Afghanistan. Comme M. Guéhenno l'a rappelé devant le Conseil, la situation en matière de sécurité a déjà fait l'objet d'une analyse approfondie par le Conseil de sécurité. Les principaux facteurs contribuant à la détérioration de la sécurité en Afghanistan ont été identifiés. À cet égard, nous soulignons l'importance de la résolution 1510 (2003) du Conseil de sécurité ainsi que l'engagement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'élargir la mission de la FIAS en créant des équipes de reconstruction de province supplémentaires d'ici à l'été 2004.

Pour que l'État fonctionne efficacement, il faut que les autorités centrales étendent leur contrôle à l'ensemble du pays. La présence de telles forces, avec l'armée nationale, encourage la confiance des communautés locales et fournit un appui aux organes légitimes de l'État. Il s'agit là d'une exigence fondamentale pour assurer la stabilité dans tout le pays et pour garantir un processus de désarmement et de démobilisation véritable. Nous nous félicitons que la communauté internationale accorde une grande attention aux programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion. Ils sont complexes et exigent des ressources financières considérables.

La grave menace que représente la résurgence des forces extrémistes, notamment les Taliban, constitue un danger supplémentaire. Il s'agit d'un problème qu'il nous reste encore à régler, tout comme celui de la production et du trafic illicite des stupéfiants. Les tâches qui attendent le Gouvernement transitoire de l'Afghanistan et la communauté internationale, en particulier les pays qui sont les plus directement concernés par le trafic des stupéfiants, sont énormes. Elles exigent des mesures immédiates pour empêcher la multiplication de la culture du pavot à opium et l'enracinement de la criminalité organisée dérivée du trafic des stupéfiants. En outre, ces tâches exigent une détermination à long terme en faveur du renforcement de l'État de droit et de la promotion d'autres moyens de subsistance que ceux liés à la drogue. Ma délégation se félicite de l'adoption par le Conseil de la stratégie de lutte contre la drogue qui vient d'être annoncée.

Pour terminer, je voudrais saisir cette occasion pour, à nouveau, remercier le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Jean Arnault, ainsi que le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan pour les efforts qu'ils continuent de déployer en faveur de la paix et de la stabilité en Afghanistan, et nous les remercions tout particulièrement du rôle qu'ils ont joué dans les processus constitutionnel et électoral. Nous sommes convaincus que l'édification d'un Afghanistan démocratique, prospère et stable est possible et qu'elle va dans l'intérêt suprême de la paix et de la sécurité internationales.

Enfin, je voudrais exprimer mon plein appui au projet de déclaration présidentielle qui a été soumis au Conseil. Je pense qu'en adoptant ce projet, le Conseil enverra un message très important.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie représentant de l'Angola des paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et à mon gouvernement.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Afghanistan.

M. Farhâdi (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer, Monsieur le Président, en vous remerciant d'avoir organisé cette importante séance sur l'Afghanistan. Je voudrais également remercier M. Jean-Marie Guéhenno, Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, ainsi que vous-même, Monsieur le Président, pour les exposés très complets présentés sur les résultats de la conférence de Berlin sur l'Afghanistan tenue les 31 mars et 1er avril 2004.

Je suis reconnaissant aux délégations qui ont exprimé leur satisfaction quant au résultat de la conférence de Berlin, et je suis particulièrement reconnaissant à ceux qui ont reconnu le rôle joué par le peuple afghan pour préserver son indépendance. De plus, je voudrais également adresser les sincères remerciements de mon gouvernement aux coprésidents de la conférence de Berlin – l'Allemagne, le Japon et l'ONU – qui auront contribué, avec le Président afghan, à l'excellente organisation des travaux de la conférence. Les Afghans, de leur part, sont reconnaissants au Gouvernement allemand d'avoir accueilli cette réunion historique.

Nous avons eu la chance de compter, à la conférence, avec la participation de représentants de près de 65 pays et organisations internationales, venus évaluer les progrès réalisés au cours des deux dernières années et examiner les obstacles qui demeurent dans la voie de la mise en oeuvre intégrale de l'Accord de Bonn du 5 décembre 2001.

Depuis la conclusion de l'Accord de Bonn, le véritable travail de partenariat qui existe entre l'Afghanistan et la communauté internationale a prouvé que le succès est réellement possible. Au nombre des acquis des deux dernières années, citons la ratification récente par la Loya Jirga, le 4 janvier 2004, d'une nouvelle Constitution qui a établi le cadre nécessaire à la tenue des prochaines élections présidentielles et parlementaires prévues en septembre 2004, pour mettre un terme au processus de transition.

La déclaration de Berlin sur l'Afghanistan est une illustration du soutien constant et soutenu apporté, au sein de la communauté internationale, aux objectifs de la stabilisation, de la sécurisation et du développement économique du pays. Nous sommes reconnaissants à tous les pays donateurs qui ont promis leur appui aux programmes de reconstruction et de réforme de l'Afghanistan entre la conférence de Tokyo de janvier 2002 et la conclusion de la conférence de Berlin. Nous sommes convaincus que les sommes engagées à Berlin, au total quelque 8,2 milliards de dollars, pour les exercices budgétaires de mars 2004 à mars 2007 permettront de maintenir l'Afghanistan sur la voie du développement et de la stabilité.

Sur le plan de la sécurité, nous nous félicitons de la décision prise par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) d'élargir le mandat de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en déployant cinq équipes de reconstruction provinciales supplémentaires. Nous pensons en effet que l'élargissement de la FIAS permettra de renforcer la sécurité dans l'attente des élections, et d'aider à désarmer, démobiliser et réinsérer les anciens combattants. En outre, le Gouvernement afghan procède actuellement à la mise en place de ses forces armées et de police nationales avec le concours des amis de l'Afghanistan.

Concernant la lutte contre les stupéfiants, la conférence de Berlin aura donné la possibilité à l'Afghanistan et à ses voisins de réaffirmer leur volonté de collaboration face à ce problème. À cette fin, nous nous félicitons de la signature de l'accord à

six par les Ministres des affaires étrangères des six pays concernés.

Ma délégation a étudié le projet de déclaration présidentielle que vous avez élaboré, Monsieur le Président, et le trouve tout à fait satisfaisant.

La population afghane se félicite également du bon résultat de la conférence de Berlin.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer l'attachement total de l'Afghanistan à la réalisation des directives de l'Accord de Bonn de 2001, en partenariat avec la communauté internationale. Avec le concours de la communauté internationale, nous pouvons reconstruire l'Afghanistan et mettre en place les conditions de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le pays et dans la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de l'Afghanistan des paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et à mon gouvernement.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de l'Irlande. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Ryan (Irlande) (*parle en anglais*) : Permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil. Je voudrais également complimenter l'Ambassadeur de La Sablière et la délégation française sur la grande efficacité de la présidence du Conseil au mois de mars.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les États en cours d'adhésion – Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie; les pays candidats – la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie; les pays du Processus de stabilisation et d'association candidats potentiels à l'adhésion – l'Albanie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro; ainsi que les pays de l'Association européenne de libre-échange membres de l'Espace économique européen, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, souscrivent à cette déclaration.

L'Union européenne vous sait gré, Monsieur le Président, de l'occasion qui lui est donnée aujourd'hui de venir passer en revue les résultats de la conférence de Berlin tenue la semaine dernière sur le thème « l'Afghanistan et la communauté internationale : partenariat pour l'avenir » et de se pencher sur le développement de l'Afghanistan à partir de maintenant.

Depuis l'Accord de Bonn, en décembre 2001, les nombreux acquis notables obtenus en Afghanistan ont confirmé la volonté du peuple afghan de déterminer librement ses propres destinées politiques.

La conférence de Berlin a clairement illustré, la semaine dernière, le niveau de coopération sans précédent entre l'Administration transitoire, l'ONU et la communauté internationale dans la reconstruction et le développement de l'Afghanistan. Le plan de travail présenté par le Président Karzaï à Berlin permettra de montrer qu'une démocratie opérationnelle est la seule voie d'avenir en Afghanistan.

L'Union européenne salue hautement la détermination montrée par l'ONU et les différents pays à seconder l'Afghanistan dans ses efforts de reconstruction et dans la réforme du secteur de la sécurité. La contribution apportée par les organisations non gouvernementales, la société civile et les organisations humanitaires est également cruciale.

L'Union européenne, pour sa part, reste et continuera d'être l'un des principaux partenaires et donateurs de l'Afghanistan dans son processus de reconstruction. L'Union européenne et ses États membres font beaucoup pour aider ce pays à réaliser ses objectifs et il serait trop long, ce matin, de passer en revue tous ces efforts. Toutefois, il vaut la peine de souligner, en preuve de notre engagement en Afghanistan, que les contributions conjuguées, pour 2004, de la Commission européenne et des États membres de l'Union s'élèvent au total à quelque 700 millions d'euros.

Assurer la sécurité du pays reste une condition absolument fondamentale pour tout ce que l'Administration transitoire afghane et ses partenaires internationaux essaient de réaliser. L'élargissement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) illustre la force de l'engagement de la communauté internationale en Afghanistan et aidera de façon capitale l'Administration transitoire à assurer les conditions de sécurité nécessaires au processus électoral. Plusieurs États membres de l'Union européenne continuent d'engager de notables efforts dans la sécurité de l'Afghanistan en participant à la FIAS et aux équipes de reconstruction provinciales, et en contribuant avec leurs alliés à l'opération Liberté

immuable. Les sacrifices qui ont été consentis, par les Afghans comme par les non-Afghans, ne sont pas oubliés.

Cependant, le peuple afghan connaît également l'insécurité en raison de la faiblesse de l'état de droit, de l'absence de forces nationales militaires et de police efficaces, et de l'extension de la production d'opium qui alimente la criminalité et la corruption. Les efforts déployés par l'Afghanistan, en partenariat avec les nations chefs de file, pour faire face à ces problèmes doivent être appuyés par l'ensemble de la communauté internationale.

Avec l'approbation de la Constitution par la Loya Jirga, le peuple afghan a pris en main sa propre destinée politique. Hommes et femmes d'Afghanistan, quelles que soient leurs identités régionale ou ethnique, peuvent maintenant aspirer à vivre au sein d'une société régie par les principes de liberté, de justice et de démocratie.

L'élection et la formation d'un gouvernement pleinement représentatif devraient être une priorité pour toutes les parties en Afghanistan. L'annonce faite à cet égard à Berlin par le Président Karzaï que des élections présidentielles et parlementaires au suffrage direct auront lieu en septembre prochain constitue un fait nouveau très positif. L'Union européenne s'efforcera, avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et avec l'Administration transitoire afghane, de faire en sorte que ces élections puissent se tenir conformément aux principes convenus à la conférence de Bonn de 2001. Les efforts visant à instituer une société civile afghane et des médias libres forment une part importante de cette entreprise.

L'Union européenne croit fermement en la protection et en la promotion des droits de l'homme, en particulier pour ce qui est des femmes et des enfants. Elle se félicite à cet égard de la détermination de l'Administration transitoire afghane d'honorer ses obligations découlant du droit international relatif aux droits de l'homme, ainsi que des progrès réalisés à ce jour. L'Union européenne salue le travail effectué par la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan, malgré l'environnement difficile dans lequel elle agit. Il importe de veiller à ce que la Commission demeure indépendante, reçoive un appui financier et politique approprié, et ait un mandat clairement défini par la loi.

L'Union européenne exhorte l'Administration transitoire afghane et les gouvernements futurs à rendre possible la participation pleine et entière des femmes et des filles à la vie civile, culturelle, économique et politique du pays. L'Union met l'accent sur leur responsabilité d'assurer la pleine application des dispositions de la Constitution relatives aux droits de l'homme. L'Union européenne continuera d'encourager et d'appuyer les efforts déployés en Afghanistan en vue de promouvoir une société où les droits fondamentaux de tous soient pleinement respectés.

L'Afghanistan a réalisé de grands progrès au cours de ces deux dernières années. Si de nombreux défis demeurent – et si leur complexité peut paraître immense –, l'Union européenne estime que le peuple afghan a le courage et la détermination nécessaires pour les relever. Ils peuvent compter sur l'appui de l'Union européenne, de ses États membres et de l'ensemble de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant de l'Irlande des propos aimables qu'il m'a adressés, ainsi qu'à ma délégation et à mon gouvernement.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le Représentant du Japon. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. Haraguchi (Japon) (*parle en anglais*) : La conférence internationale sur l'Afghanistan, qui s'est tenue à Berlin les 31 mars et 1er avril, a réaffirmé le ferme engagement de la communauté internationale en faveur du peuple afghan, avec une participation de nombreux pays au niveau ministériel, malgré la crainte préalablement exprimée que l'attention de la communauté internationale soit passée de l'Afghanistan à d'autres problèmes tels que l'Iraq. Le Japon a dit pour sa part qu'il était prêt à accorder une assistance supplémentaire s'élevant à 400 millions de dollars des États-Unis au cours des deux prochaines années, ce qui porte la contribution japonaise depuis septembre 2001 à plus d'un milliard de dollars des États-Unis. L'engagement complet de la communauté des donateurs à cette conférence sur la reconstruction et le développement de l'Afghanistan s'élève à 8,2 milliards de dollars des États-Unis au cours des trois prochaines années.

Le Japon, qui est l'un des coprésidents de la conférence, se félicite de ce résultat et exprime sa

gratitude au Gouvernement allemand d'avoir accueilli la conférence.

Le Japon a souligné dès le début que le renforcement du processus politique, une transition sans heurt de l'aide humanitaire à la reprise et à la reconstruction, ainsi que l'instauration de la sécurité et son élargissement à l'ensemble du pays, sont étroitement solidaires et doivent entre envisagés de manière globale. Le Japon est également persuadé qu'il est particulièrement important d'établir la sécurité collective vue d'activités destinées à édifier la nation et la société grâce à la protection et à l'autonomisation de chaque individu en Afghanistan. Dans cette perspective, nous croyons que la conférence, qui a intégré le Processus de Bonn pour la paix et la sécurité et le Processus de Tokyo pour la reconstruction, a été une étape importante vers la consolidation de la paix en Afghanistan.

Reconnaissant ce succès, je voudrais indiquer trois problèmes que nous aurons à régler chemin faisant. Le premier est lié aux élections. L'annonce officielle par le Président Karzaï de l'organisation d'élections présidentielles et parlementaires en septembre a donné à la conférence la possibilité d'accélérer encore davantage le processus préparatoire. Toutes les tâches nécessaires doivent être effectuées rapidement au cours des prochains mois, notamment surmonter les retards dans l'inscription des électeurs, offrir aux Afghans de l'étranger la possibilité de voter, ainsi que mobiliser les ressources nécessaires au bon déroulement des élections. Le Japon est décidé à prêter son assistance pour assurer le succès des élections. Dans le cadre de cette assistance, il s'est déjà engagé à fournir 8,2 millions de dollars des États-Unis pour l'inscription des électeurs.

Deuxièmement, sur le plan de la sécurité, nous nous félicitons du fait que la communauté internationale ait exprimé à la conférence sa détermination de continuer d'aider à la stabilisation de la situation sécuritaire, non seulement à Kaboul et dans certaines villes de province, mais aussi dans l'ensemble du pays, notamment en déployant des Équipes de reconstruction de province pour rétablir la sécurité et pour contribuer à la reconstruction et au développement du pays.

Le Japon, avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, dirige le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) et, dès la mi-février, dans quatre régions dont Kaboul, plus de 5 500 ex-combattants avaient été désarmés et démobilisés dans une phase pilote du programme de DDR.

Une mise en oeuvre vigoureuse du programme et son intensification avant les élections sont de la plus grande importance. Nous devons renforcer davantage nos efforts et répondre à ces exigences en vue de réaliser un désarmement complet à Kaboul, de désarmer les commandants, d'accélérer les programmes de réinsertion et de créer des possibilités d'emploi. Nous demandons instamment à toutes les parties afghanes de s'engager pleinement en faveur du programme de DDR, et nous appelons de nouveau les pays voisins et la communauté internationale à appuyer ce programme.

Troisièmement, l'une des questions dont nous avons le plus débattu à la conférence a été celle de la production et du trafic de stupéfiants, et l'importance de prendre des contre-mesures efficaces à cet égard a été pleinement reconnue. Mais des mesures répressives à elles seules ne régleront pas le problème. Il faut une démarche intégrée comprenant la mise en oeuvre simultanée de mesures destinées à présenter des cultures de remplacement ainsi qu'à encourager le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des groupes régionaux participant à la production de drogue. À cet égard, l'importance du développement rural et de l'agriculture ne saurait être exagérée. Le Japon accélère les projets de développement communautaire globaux dans les provinces dans le cadre de « l'Initiative Ogata » en vue de réaliser la sécurité collective, en insistant sur la reconstruction au niveau des communautés provinciales. Nous pensons que ces initiatives contribueront également à appuyer la lutte contre les stupéfiants.

Des résultats substantiels ont été obtenus depuis la signature de l'Accord de Bonn et la tenue de la conférence de Tokyo, mais il reste encore beaucoup à faire pour tenir les élections, qui constituent l'étape ultime la plus importante du Processus de Bonn. En outre, les efforts destinés à la reconstruction de l'Afghanistan et à la réalisation d'une paix durable ne doivent pas prendre fin avec les élections prochaines. L'engagement à long terme de la communauté internationale est essentiel. Je voudrais souligner qu'il est extrêmement important pour sa crédibilité que l'ONU maintienne son engagement en faveur d'un projet dans lequel elle s'est lancée, et ce, jusqu'à ce

que ses objectifs soient atteints. Un partenariat durable entre l'Afghanistan et la communauté internationale, comme le souligne la déclaration de Berlin, est ce que nous devons nous efforcer de réaliser pour assurer au pays, dans son ensemble, un avenir prometteur.

M. Nambiar (Inde) (*parle en anglais*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, pour l'accession de l'Allemagne à la présidence du Conseil en avril. Je félicite également l'Ambassadeur de La Sablière, de la France, pour la façon dont il a dirigé le Conseil en mars.

Dix mois se sont écoulés depuis que nous avons eu l'occasion pour la dernière fois d'examiner au Conseil de sécurité la situation en Afghanistan. Ce débat public a lieu au lendemain de la clôture à Berlin, le 1er avril, de la conférence internationale sur l'Afghanistan. Nous vous sommes reconnaissants, Monsieur le Président, de l'exposé que vous nous venez de faire ainsi que le Secrétaire général adjoint du sien propre.

La conférence de Berlin s'est tenue à un moment critique. Elle a permis à la communauté internationale de faire le bilan des réalisations depuis Bonn. Qui plus est, elle a donné l'occasion de planifier un nouvelle consolidation des acquis en facilitant la tenue des élections, en renforçant la sécurité et les institutions politiques et en fournissant la base nécessaire à la reconstruction et au développement de l'Afghanistan. L'Inde, en tant que participant à la conférence de Berlin, se félicite des résultats obtenus et salue les quatre coprésidents – l'Organisation des Nations Unies, l'Afghanistan, l'Allemagne et le Japon – pour leur rôle qui a permis d'assurer son succès.

L'issue fructueuse de la Loya Jirga constitutionnelle et l'adoption ultérieure de la nouvelle Constitution ont été des étapes importantes du processus de Bonn. Nous félicitons le Gouvernement transitoire dirigé par le Président Karzaï des progrès réalisés depuis l'Accord de Bonn. Nous nous félicitons de l'annonce faite par le Président Karzaï de tenir simultanément des élections présidentielles et parlementaires en septembre.

Après des décennies de conflit et de destruction, il faudra du temps et de la patience pour qu'une démocratie pleinement opérationnelle prenne racine en Afghanistan. D'ici là, elle devra être soigneusement entretenue. La consolidation et l'extension de l'autorité centrale exigent un processus gouvernemental à large assise, et le pays doit être libre de toute ingérence extérieure.

L'approche adoptée par la communauté internationale à l'égard de l'Afghanistan doit être réaliste et tenir compte des complexités et des difficultés sur le terrain. Les avancées dans le processus électoral en Afghanistan dépendront largement des progrès réalisés dans l'inscription des électeurs. Il est essentiel de trouver un équilibre entre rapidité et stabilité pour le succès du processus politique. Le réalisme exige également une certaine souplesse dans la manière de faire face aux diverses situations.

La déclaration de Berlin, en date du 1er avril, a mis en lumière la détermination commune de la communauté internationale de vaincre les terroristes qui portent atteinte à la sécurité et aux efforts de reconstruction en Afghanistan. Pour les observateurs impartiaux de la situation en Afghanistan, il est évident que le processus de paix et de stabilisation demeure fragile. La plus grave menace à la stabilité de l'Afghanistan continue d'émaner du terrorisme, tel qu'il se manifeste actuellement dans les violents incidents survenus dans le pays, en particulier au sud et au sud-est de l'Afghanistan. Par conséquent, la défaite des forces du terrorisme et la destruction de l'infrastructure du terrorisme doivent nécessairement être la toute première priorité.

Le rapport de la mission du Conseil en Afghanistan en octobre et novembre 2003 (S/2003/1074) que vous avez dirigée, Monsieur le Président, a conclu que les trois principales sources d'insécurité en Afghanistan étaient le terrorisme, les combats entre factions, ainsi que la production et le trafic de la drogue. Sous la rubrique « terrorisme », le rapport notait également :

> « Dans les provinces du sud, du sud-est et de l'est, l'insécurité est considérablement aggravée par les attaques terroristes perpétrées par les membres présumés des Taliban et de Al-Qaida et des partisans de Gulbudeen Hekmatyar. » (*S/2003/1074*, *par. 22*)

Malheureusement, la situation n'est guère différente aujourd'hui. Les attaques terroristes constantes perpétrées par les éléments regroupés des Taliban et d'Al-Qaida constituent la source principale d'insécurité en Afghanistan. Ces attaques visent également à entraver l'acheminement de l'aide à la

reconstruction. L'assassinat en novembre 2003 de Bettina Goislard, membre du personnel international du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et les attaques perpétrées contre les organismes des Nations Unies ont conduit le Secrétaire général à informer le Conseil, le 30 décembre 2003, que « les attaques dirigées contre le personnel international et national des organismes d'assistance et contre les fonctionnaires de gouvernement central » ont fait qu' « une grande partie du sud et du sud-est du pays est … pour ainsi dire interdite au personnel de l'ONU, aux représentants des organismes d'assistance et du gouvernement central ... ». (*S/2003/1212, par. 6 et 7*)

Dans son présent rapport daté du 19 mars 2004, le Secrétaire général déclare :

> « L'insécurité dans le pays suit toujours un schéma bien connu et aucun signe d'amélioration sensible n'est en vue » ... « Des éléments extrémistes continuent de lancer des attaques contre les organismes d'aide, tant nationaux qu'internationaux, et les responsables gouvernementaux, principalement dans les provinces méridionales. » (*S/2004/230, par. 6*)

En dépit de l'évaluation constante des menaces, le rapport le plus récent du Secrétaire général et la déclaration du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, lors de son exposé au Conseil du 24 mars dernier, ne font que peu mention des menaces posées à la sécurité par les terroristes des Taliban et d'Al-Qaida, préférant attribuer ces actions aux « extrémistes ». Comme l'ensemble des membres n'est pas tenu informé des entretiens privés entre le Conseil et le Secrétariat, nous voudrions comprendre les raisons pour lesquelles on minimise l'importance des menaces posées par les groupes terroristes à l'Afghanistan, en particulier dans le sud et le sud-est du pays.

L'examen des rapports récents du Secrétariat de l'ONU soulève un certain nombre de questions pertinentes. L'ONU estime-t-elle que ces groupes ne représentent plus une menace pour l'Afghanistan, ou bien ces rapports et exposés au Conseil sont-ils le résultat de quelque compromis? Ou l'absence de toute référence à ces organisations implique-t-elle que l'activité du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) concernant Al-Qaida et les Taliban a pris fin, tout au moins en Afghanistan?

Il ne sera pas faux de dire que l'édulcoration continue des rapports sur l'Afghanistan durant l'année écoulée n'a pas toujours été conforme à la situation sur le terrain. À notre avis, les rapports du Secrétariat de l'ONU doivent être objectifs, beaucoup plus pénétrants et à l'image des réalités sur le terrain.

Des incidents violents signalés dans d'autres régions de l'Afghanistan constituent également une source de préoccupation. Toutefois, nous espérons que le processus politique absorbera ces pressions et intérêts locaux. Le succès de la Loya Jirga constitutionnelle est un indicateur important dans ce sens. Des dirigeants, animés d'intérêts divers, sont venus de toutes les régions du pays participer à la Loya Jirga constitutionnelle; ils en sont devenus partie intégrante et ont veillé à ce qu'elle n'échoue pas. Un processus politique démocratique en Afghanistan recouvrirait les intérêts divergents, comme cela se produit effectivement dans toutes les démocraties du monde.

Nous convenons qu'une présence internationale continue est essentielle pour décourager la résurgence des forces négatives. Cependant, la stabilisation à long terme du pays exige la consolidation des institutions nationales chargées de la sécurité, qui seraient dirigées par les Afghans et fondées sur les réalités du terrain en Afghanistan.

Malheureusement, ce processus n'a pas progressé jusqu'ici au rythme escompté. L'Inde demeure prête à contribuer à rebâtir les institutions de sécurité afghanes, de toutes les façons possibles, en coordination avec nos partenaires afghans et internationaux.

L'augmentation continue de la production et du trafic de drogues est une source de grave préoccupation. Outre l'atteinte portée au processus de reconstruction politique et économique en Afghanistan, elle a des répercussions dangereuses pour la région et au-delà. La communauté internationale doit agir rapidement pour faire reculer la culture de l'opium en fournissant aux agriculteurs afghans d'autres moyens de subsistances économiquement viables et durables.

Au vu de nos liens historiques d'amitié et de coopération avec l'Afghanistan et le peuple afghan, l'Inde a apporté une contribution substantielle à l'effort de reconstruction afghan. Malgré nos limitations et le fait que nous ne sommes pas un donateur traditionnel, nos engagements actuels se montent à 284 millions de

dollars, y compris un million de tonnes de blé. Grâce à la mise en oeuvre d'un certain nombre de projets prévus, l'engagement financier de l'Inde pour la reconstruction de l'Afghanistan représenterait environ 400 millions de dollars.

En partenariat avec le Gouvernement afghan, l'Inde a lancé des projets dans un certain nombre de secteurs. Nous avons également un vaste programme de reconstruction des capacités institutionnelles afghanes. Nos projets ont un effet direct sur la population dans toutes les régions du pays, ou peu s'en faut.

Nous avons concrétisé notre promesse de fournir un million de tonnes de blé et, depuis que le programme a commencé en novembre 2002, un million d'écoliers afghans environ reçoivent 100 grammes de biscuits chaque jour. On nous dit que ces dons ont renforcé le programme de rescolarisation.

Nous avons également tenté d'encourager des activités de commerce et d'investissement qui permettraient d'accroître la capacité de production de revenus en Afghanistan. Pour la période à venir nous envisageons de nous consacrer davantage à des projets d'infrastructure, tels que les travaux sur la route Zaranj-Delaram, le barrage hydroélectrique de Salma dans la province d'Herat, la construction d'un nouveau bâtiment pour abriter le Parlement et la ligne électrique à deux ternes de Put-e-Khumri à Kaboul.

Le programme d'assistance économique que l'Inde apporte à l'Afghanistan est guidé par des priorités afghanes et la responsabilité en est confiée à des Afghans. Nos relations sont bilatérales et directes. Le principe fondamental reste notre désir de voir l'Afghanistan émerger en tant que pays fort, uni, indépendant et prospère. Nous souhaitons voir une pleine consolidation de l'autorité politique par le Gouvernement central. Nos efforts dans la reconstruction et dans d'autres domaines se poursuivront en ce sens.

La conférence de Berlin a été décrite à juste titre comme marquant un tournant dans le processus de paix en Afghanistan. Son succès a reposé sur le fait que la communauté internationale a été galvanisée à soutenir l'évolution politique, électorale, économique et financière de l'Afghanistan qui le transforme en un membre indépendant et responsable de la communauté internationale, capable d'apporter une réelle contribution. Il est par conséquent d'autant plus important que les expressions de soutien formulées à Berlin soient traduites dans la réalité dans les mois critiques à venir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le représentant de l'Inde des paroles aimables qu'il a adressées à ma délégation et à mon gouvernement. Je l'invite à reprendre la place qui lui est réservée sur le côté de la salle du Conseil.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général adjoint Jean-Marie Guéhenno.

M. Guéhenno (*parle en anglais*) : Je voudrais dire combien nous sommes satisfaits d'entendre tant de délégations souligner combien la sécurité est essentielle pour l'Afghanistan. La sécurité comporte de nombreuses facettes en Afghanistan, et j'aimerais préciser qu'en effet les menaces posées par Al-Qaida et les Taliban restent une source de grave préoccupation. Nous avons constaté les effets de ces menaces sur notre personnel. J'aimerais préciser que, lorsque nous parlons d'« éléments extrémistes », nous incluons en effet dans cette expression des éléments tels qu'Al-Qaida et les Taliban.

Il est aussi très clair, malheureusement, que la sécurité en Afghanistan comporte de nombreuses facettes, et que la question du factionalisme, dont j'ai une fois encore traité dans mon exposé d'aujourd'hui, est elle aussi capitale pour la stabilisation du pays. Les regrettables événements d'Herat auxquels j'ai fait référence sont une illustration des menaces que fait peser le factionalisme sur des élections pacifiques.

J'aimerais terminer, à cet égard, sur l'importance des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), sans lesquels la force de l'Afghanistan sera constamment sapée. C'est pourquoi il me semble que, si nous voulons consolider la sécurité en Afghanistan, nous devons oeuvrer sur plusieurs fronts à la fois. La contribution majeure apportée par l'opération Liberté immuable dans la lutte contre Al-Qaida et les Taliban doit être saluée. Les efforts entrepris par la communauté internationale pour former l'Armée nationale afghane sont importants. Le rôle des équipes de reconstruction de province dans la stabilisation des régions est essentiel. L'apport du Japon et d'autres pays aux programmes de DDR est indispensable à la stabilité de l'Afghanistan.

Le Président (*parle en anglais*) : À l'issue de consultations entre les membres du Conseil de sécurité,

j'ai été autorisé à faire, au nom du Conseil, la déclaration suivante :

« Le Conseil de sécurité se félicite de l'issue de la conférence de Berlin sur l'Afghanistan tenue les 31 mars et 1er avril 2004, sous la coprésidence de l'Organisation des Nations Unies, de l'Afghanistan, de l'Allemagne et du Japon. Le Conseil remercie l'Afghanistan et l'Allemagne d'avoir conjointement accueilli cette manifestation, étape importante sur la voie qui mène à un Afghanistan démocratique vivant dans la sécurité, la stabilité, la liberté et la prospérité.

Le Conseil exprime son entier soutien à l'engagement, pris par l'Afghanistan et la communauté internationale, de mener à bonne fin la mise en oeuvre de l'Accord de Bonn, et de poursuivre le processus de transition en Afghanistan en association durable, réalisant un modèle d'action concertée de la communauté internationale dans sa lutte contre le terrorisme.

Le Conseil de sécurité approuve la déclaration de Berlin et souligne l'intérêt du Plan de travail du Gouvernement afghan, du rapport d'étape et de la déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants annexée à la déclaration de Berlin, et se réjouit des importants engagements financiers pluriannuels consentis par la communauté des donateurs internationaux.

Le Conseil de sécurité exprime en particulier son entier soutien à l'engagement, pris par le Gouvernement afghan, d'appliquer les réformes et les mesures nécessaires évoquées dans le Plan de travail.

Le Conseil est heureux que le Président Karzaï ait annoncé la tenue d'élections présidentielles et parlementaires au suffrage direct d'ici à septembre de l'année en cours. Il souligne l'importance d'un environnement sûr pour la tenue d'élections démocratiques libres et régulières, qui soient crédibles, et la nécessité de nouveaux efforts du Gouvernement afghan et de la communauté internationale à cette fin.

Le Conseil se félicite à cet égard que le Président de l'Afghanistan ait décidé d'appliquer vigoureusement le programme de désarmement, démobilisation et réinsertion, et en particulier de l'intensifier en prévision des élections de 2004, tout en continuant à former l'Armée nationale afghane et la Police nationale.

Le Conseil relève aussi que l'OTAN s'est engagée à élargir la mission de la Force internationale d'assistance à la sécurité en créant cinq équipes de reconstruction de province supplémentaires d'ici à l'été 2004, et d'autres encore par la suite, et que la Force et l'opération Liberté immuable sont prêtes à apporter leur concours pour assurer la sécurité du déroulement du scrutin.

Le Conseil de sécurité se félicite que les contributions annoncées pour les exercices allant de mars 2004 à mars 2007 par les participants à la conférence de Berlin pour la reconstruction et le développement de l'Afghanistan aient atteint 8,2 milliards de dollars des États-Unis, et souligne combien il importe, à mesure qu'augmente la capacité d'absorption, qu'une partie croissante de cette aide passe par le budget de l'État afghan, sous la forme de soutien budgétaire direct ou de contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan ou au Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public.

Le Conseil souligne que la culture du pavot à opium, la production et le trafic de stupéfiants constituent une grave menace à l'état de droit et au développement en Afghanistan, de même qu'à la sécurité internationale, de sorte que l'Afghanistan et la communauté internationale s'efforceront de les réduire et à terme de les éliminer, notamment en développant d'autres possibilités économiques. Le Conseil réaffirme qu'il importe que les États voisins et les pays situés sur les voies empruntées par le trafic accroissent leur coopération pour renforcer les mesures de lutte contre les stupéfiants.

Le Conseil de sécurité note que le Président Karzaï a demandé lors de la conférence de Berlin l'aide supplémentaire nécessaire pour faire échec aux stupéfiants. Il rappelle à ce propos qu'il faut mettre en oeuvre la Stratégie nationale afghane de lutte contre la drogue et les Plans d'action contre les stupéfiants en ce qui concerne la répression, la réforme de l'appareil judiciaire, les moyens d'existence remplaçant les revenus tirés de la drogue, la réduction de la demande et la

sensibilisation du public. Le Conseil demande aux États Membres de soutenir la réalisation de ces Plans d'action. L'Afghanistan a besoin de ressources humaines comme financières pour s'attaquer à ce problème.

Le Conseil se félicite en particulier de la déclaration de Berlin sur la lutte contre les stupéfiants, associée à la Déclaration de Kaboul sur les relations de bon voisinage, signée par l'Afghanistan et ses voisins, ainsi que de la conférence sur la coopération policière régionale prévue pour les 18 et 19 mai à Doha.

Le Conseil de sécurité invite le Secrétaire général à inclure désormais dans les rapports qu'il présentera au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan, outre des renseignements sur la réalisation de l'Accord de Bonn, des chapitres sur les progrès obtenus pour la mise en oeuvre de la déclaration de Berlin et du plan de travail du Gouvernement afghan et la promotion de la coopération régionale et internationale avec l'Afghanistan.

Le Conseil réaffirme son plein appui aux mesures prises par le Représentant spécial du Secrétaire général et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, et réitère que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle central et impartial dans les efforts internationaux déployés pour aider le peuple afghan à consolider la paix en Afghanistan et reconstruire le pays.

Le Conseil de sécurité demeurera saisi de la question. »

Cette déclaration sera publiée en tant que document du Conseil de sécurité sous la cote S/PRST/2004/9.

Il n'y a plus d'orateurs inscrits sur ma liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 40.